



Stratégie internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS)

Rapport annuel **2017**



Secrétariat technique de l'ISSSS

MONUSCO UAS & STAREC

Goma, RD Congo

www.monusco.org

delafalaise@un.org

Photo de couverture

Lancement du programme ISSSS
à Kitshanga, Nord-Kivu
(août 2017).

Photo: A. Kyalemaninwa
Wandimoyi / MONUSCO



Un grand merci à tous les
partenaires, au personnel du
STAREC et de l'UAS ainsi que les
volontaires en ligne de l'ONU qui
ont contribué à ce rapport.

Table des matières

1. Abréviations.....	4
2. Préambule	5
3. Notre mission	6
4. Aperçu des interventions de l'ISSSS.....	7
5. Résumé de l'année	8
6. Principales réalisations.....	10
6.1 Réalisations du Secrétariat Technique de l'ISSSS.....	10
6.2 Progrès réalisés suite aux interventions de l'ISSSS	16
7. Les ressources de l'ISSSS	30
7.1 Réalisations du Secrétariat Technique de l'ISSSS	30
8. Travailler ensemble pour la Stabilité à l'Est du Congo	32
9. Perspectives pour 2018	34
10. Les ressources de l'ISSSS	35
I : Vue d'ensemble des rencontres et décisions des CAPs.....	35
II: Vue d'ensemble des interventions de l'ISSSS financées de manière bilatérale	36
III: Matrice des risques	37
IV: Priorités pour 2018	38



Séance d'information lors du lancement du programme financé par le FCS à Kitshanga (Nord Kivu), août 2017

1. Abréviations

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
CAN	Conseil d'administration national
CAP	Conseil d'administration provincial
COOPI	Cooperazione internazionale
CVR	Programmes de lutte contre la violence de proximité
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FCP	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GRB	Budgétisation favorable à l'égalité des sexes
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC
ONU	Organisation des Nations Unies
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PdC	Protection des Civils
PNC	Police nationale Congolaise
PNSD	Plan National Stratégique de Développement
RAE	Restauration de l'autorité de l'État
RDC	République Démocratique du Congo
RRR	Retour, réintégration et relèvement
RSASG	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies
S & E	Suivi & Evaluation
SFCG	Search for Common Ground
SPR	Solutions pour la paix et le relèvement
STAREC	Plan de stabilisation et de reconstruction
UAS	Unité d'appui à la stabilisation
UNCT	Équipe Pays des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNPOL	Police des Nations Unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar américain
VSBG	Violences sexuelles et basées sur le genre

2. Préambule

Le Ministère du Plan de la République démocratique du Congo (RDC) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) sont heureux de présenter conjointement le rapport annuel 2017 sur la mise en œuvre de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSSS), développée en appui au programme de stabilisation et de reconstruction (STAREC) de la RDC.

Ce rapport présente les différentes initiatives prises au cours de l'année 2017 dans le but de soutenir le travail de stabilisation à l'Est du Congo. Il fournit notamment un aperçu des progrès du déploiement de l'ISSSS. Plus particulièrement, l'année 2017 a été marquée par le lancement de cinq nouveaux programmes de stabilisation, financés par le Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS), mais aussi par l'inclusion de dix projets alignés financés bilatéralement, élargissant la stratégie à dix zones prioritaires à l'Est du Congo. Nous sommes également fiers d'annoncer que les préparatifs pour le développement d'un sixième programme pour la zone prioritaire de Béni-Nord (Nord-Kivu), financé par le FCS, ont débuté.

L'année 2017, première année de mise en œuvre de la version révisée de l'ISSSS, a apporté un soutien à de nombreux acteurs en RDC dans le but de renforcer le contrat social entre l'État et les communautés locales, mais aussi pour répondre aux différentes dynamiques de conflit identifiées dans les zones prioritaires de l'ISSSS. Dans la province de l'Ituri, par exemple, d'importants progrès ont été accomplis dans l'adoption d'une stratégie compréhensive et sur-mesure de la MONUSCO, avec l'ISSSS au centre, visant la dissolution du groupe armé Force de résistance patriotique d'Ituri (FRPI) et la résolution d'anciens conflits entre des communautés locales, tout en s'attaquant simultanément à des intérêts qui maintiennent le conflit en lui-même. La stratégie consiste à adopter une approche ascendante pour créer une demande sociale en faveur de la démobilisation et de la paix, à l'échelle communautaire, tout en travaillant simultanément sur l'engagement politique à l'échelle provinciale et nationale pour exercer une pression sur les acteurs politiques qui peut influencer le processus de paix en Sud-Irumbu.

Les interventions de dialogue démocratique conduites dans le cadre de l'ISSSS font partie intégrante de cette stratégie innovante et ont déjà mis les communautés locales au cœur du processus. Également, puisqu'ils sont intégrés à la planification de l'ISSSS, des efforts significatifs ont été faits pour améliorer la sécurité, la cohésion sociale, les services publics et le relèvement économique des communautés en conflit. La première étude de base Suivi & Evaluation (S&E), faite en 2017, fournit désormais un point de départ grâce auquel les résultats de ces nouveaux programmes seront mesurés dans le futur.

De plus, nous avons remarqué d'importants progrès concernant la prise en compte du genre. Conformément à la stratégie relative au genre de l'ISSSS, tous les partenaires opérationnels des nouveaux programmes de l'ISSSS ont alloué 15% de leur budget pour aux besoins spécifiques des femmes, pour permettre l'avancée de la parité homme – femme ou pour contribuer à l'autonomisation des femmes. Un plaidoyer renforcé sur l'intégration du genre auprès des principales parties prenantes de l'ISSSS a déjà permis de mieux les sensibiliser sur ce problème. La police nationale et les autorités administratives de la province du Sud-Irumbu se sont engagées pour un taux d'au moins 30% de femmes pour leur nouveau personnel d'officiers de police, dans leurs nouveaux commissariats.

De manière générale, nous sommes ravis de remarquer que la stratégie a obtenu un soutien important au cours de l'année écoulée. Les autorités nationales, tout comme les autorités provinciales, ont adopté la stratégie, et le mandat du STAREC a été reconduit pour 36 mois en date du 21 novembre 2017 par son Excellence le Président de la République. En plus de cela, des actes d'engagement ont été développés avec les autorités provinciales en Ituri, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, qui ont exprimé leur soutien sans faille aux différents processus de stabilisation, s'engageant même à améliorer les conditions de réalisations pour permettre plus d'impact et de durabilité dans leurs zones respectives. Le premier acte d'engagement a été signé dans la province du Sud-Kivu en juin 2017, tandis que la finalisation et la signature des conventions avec les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu sont prévues début 2018.

De nombreux partenaires internationaux ont aussi apporté leur soutien pendant cette année 2017. Le FCS a accueilli deux nouveaux contributeurs en 2017, la Suède et l'Allemagne, et a reçu de nouvelles contributions par trois donateurs actuels que sont le Royaume-Uni, la Norvège et les Pays-Bas. Grâce à ces contributions généreuses, le Fonds a reçu un peu plus de 15 millions d'USD en 2017, élevant l'ensemble des contributions reçues par le Fonds depuis sa création (en 2015) à 40,5 millions de dollars. De plus, le montant total issu des interventions de stabilisation bilatérales et financées directement par les Pays-Bas, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suède, l'Allemagne, le PNUD/MONUSCO et la province du Nord-Kivu, est passé de 84 millions de dollars en 2016 à 120 millions de dollars en 2017. Ceci reflète l'intérêt croissant des donateurs et des partenaires opérationnels à coordonner des interventions autour de l'approche d'un engagement commun en faveur de la stabilisation.

En 2018, notre objectif principal sera la mise en œuvre des programmes, le suivi des résultats et la restitution des leçons tirées de cette expérience. De plus, nous continuerons à œuvrer conjointement pour lancer le prochain programme de l'ISSSS relatif à la zone prioritaire de Beni, à augmenter l'alignement des interventions de stabilisation financées bilatéralement, et à engager des discussions sur l'élargissement de la stratégie à d'autres zones prioritaires d'ici 2022 et à l'amélioration continue de notre stratégie d'intervention pour plus de résultats à impact réel sur la stabilisation. De plus, l'amélioration de la collaboration avec l'Équipe Pays des Nations Unies (UNCT) et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (GdRDC) en général sera privilégiée, pour garantir que l'action de l'ISSSS sera spécifiquement conforme aux priorités nationales.

En conclusion, nous voudrions remercier tous nos partenaires pour leur soutien apporté à l'ISSSS. Nous voyons ce soutien comme une expression de leur confiance en notre stratégie innovante, qui fournit de nouvelles manières pour résoudre les conflits complexes et récurrents. Nous espérons renforcer nos efforts conjoints et sommes déterminés à faire de 2018 une année pleine de résultats positifs et quantifiables pour la population de l'Est du Congo.

Ms. Kim Bolduc

*Deputy Special Representative of the Secretary General,
Resident Coordinator and Humanitarian Coordinator*

Mr. Modeste Bahati Lukwebo

Minister of State, Minister of Plan

3. Notre mission

L'ISSSS est conçue pour soutenir la mise en œuvre du STAREC et vise à fournir des dividendes tangibles de paix et à renforcer l'engagement politique en appui au processus de stabilisation. Dans le but de rendre l'ISSSS opérationnel, des interventions prioritaires ont été planifiées et coordonnées par le Secrétariat Technique de l'ISSSS, composé de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) de la MONUSCO et du STAREC.

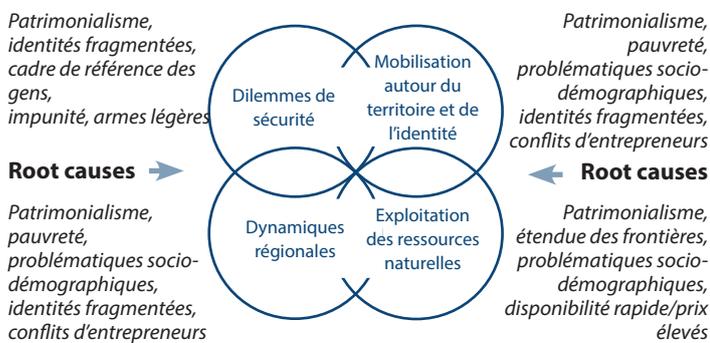
Mission

La mission du Secrétariat Technique de l'ISSSS trouve son origine dans une série de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Conformément à la résolution 2348, adoptée le 31 mars 2017, le Secrétariat Technique de l'ISSSS vise à renforcer l'engagement gouvernemental dans le processus de stabilisation, d'assurer la gestion effective des programmes de stabilisation financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation, de renforcer la coordination de programmes financés de manière bilatérale avec l'ISSSS, de fournir des conseils politiques ainsi que des analyses actualisées des conflits et de rendre compte des leçons tirées d'un système performant de suivi et d'évaluation.

Résoudre des dynamiques propres au conflit

L'ISSSS vise à résoudre les dynamiques propres au conflit à l'Est du Congo, qui sont une imbrication de dilemmes de sécurité, de mobilisation autour du territoire et de l'identité, de l'exploitation des ressources naturelles ainsi que de dynamiques régionales.

Causes principales et dynamiques du conflit



Une approche holistique et intégrée

Dans le but de résoudre les défis multisectoriels et multidimensionnels des conflits de l'est du Congo, l'ISSSS comprend 5 piliers, qui font partie d'une approche intégrée cherchant à mobiliser les communautés et l'État autour d'un cadre commun qui est à la fois descendant – permettant à l'État de fournir des services, et ascendant – offrant les capacités aux communautés de réclamer des comptes à l'État.

Le cadre intégré des programmes de l'ISSSS s'articule autour de cinq principaux piliers :



Dialogue démocratique :

Aider les gouvernements nationaux et provinciaux à faire progresser le processus de paix et mettre en œuvre les engagements clés en lien avec les accords signés.



Sécurité :

Réduire de façon significative tout ce qui peut menacer la vie, les biens de propriété et la liberté de mouvement



Restauration de l'autorité de l'État (RAE) :

Restaurer et renforcer progressivement la sécurité publique, l'accès à la justice et aux services administratifs.



Retour, réintégration et relèvement (RRR) :

Favoriser un retour sécuritaire, une réintégration et un redressement socio-économique durable des personnes déplacées et des réfugiés vers leurs régions d'origine et contribuer à la relance économique locale.



Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) :

Assurer la coordination des initiatives de tous ceux impliqués dans la lutte contre la violence sexuelle, dans la mise en œuvre de la stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles, dans l'optique de mettre fin à l'impunité et d'accroître la prévention et la protection.

Interventions ciblées

L'ISSSS adopte une approche ciblée en se concentrant sur treize zones prioritaires réparties à travers cinq provinces de l'Est du Congo, à savoir le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, le Haut-Uele et le Bas-Uele. Ces zones ont été identifiées à la fois par le STAREC et les acteurs clés de l'ISSSS, et ont été priorisées en se basant sur des facteurs relatifs à l'impact du (des) conflit(s) sur la sécurité, la cohésion sociale, l'économie et la capacité des acteurs à influencer positivement les dynamiques du conflit.

L'ISSSS définit la stabilisation comme « un processus intégré, holistique, mais aussi ciblé permettant à l'État et à la société de construire une responsabilité mutuelle et une capacité à résoudre et freiner les moteurs directs d'un conflit, créant ainsi les conditions d'une meilleure gouvernance et d'un développement sur le long terme.

Engagement politique

Étant donné l'influence (à la fois positive et/ou négative) que les acteurs politiques et sécuritaires ont sur les dynamiques du conflit, engager, sensibiliser et influencer ces acteurs constitue une part essentielle du processus de transformation du conflit. Par conséquent, la dimension politique de l'ISSSS, ainsi que le niveau élevé d'engagement et de participation, à la fois du Gouvernement de la RDC et des autres acteurs clés ayant des enjeux dans ce conflit, sont cruciaux pour la réussite et la durabilité des interventions de stabilisation. L'ISSSS poursuit une approche à deux échelles en ce qui concerne cet engagement politique, notamment avec la conclusion de conventions avec les autorités provinciales et nationales, mais aussi en poursuivant des engagements ciblés avec les acteurs clés du conflit (plus d'informations sur l'engagement politique en page 12

Mécanismes opérationnels

Pour soutenir le déploiement de l'ISSSS et pour maximiser les résultats des efforts de stabilisation, le Secrétariat Technique de l'ISSSS s'appuie sur deux mécanismes opérationnels :

Mécanisme 1 : Fonds de cohérence pour la stabilisation

Le FCS a été établi en 2015 et est géré par un conseil d'administration national, coprésidé par le ministre du Plan et le RSAG/CR/CH de la MONUSCO, ainsi que par trois conseils d'administration provinciaux, coprésidé par les Gouverneurs Provinciaux et les chefs de bureaux de la MONUSCO. Un soutien financier a été apporté par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (FCP), par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et l'Allemagne (plus d'informations sur le soutien financier en page 30.

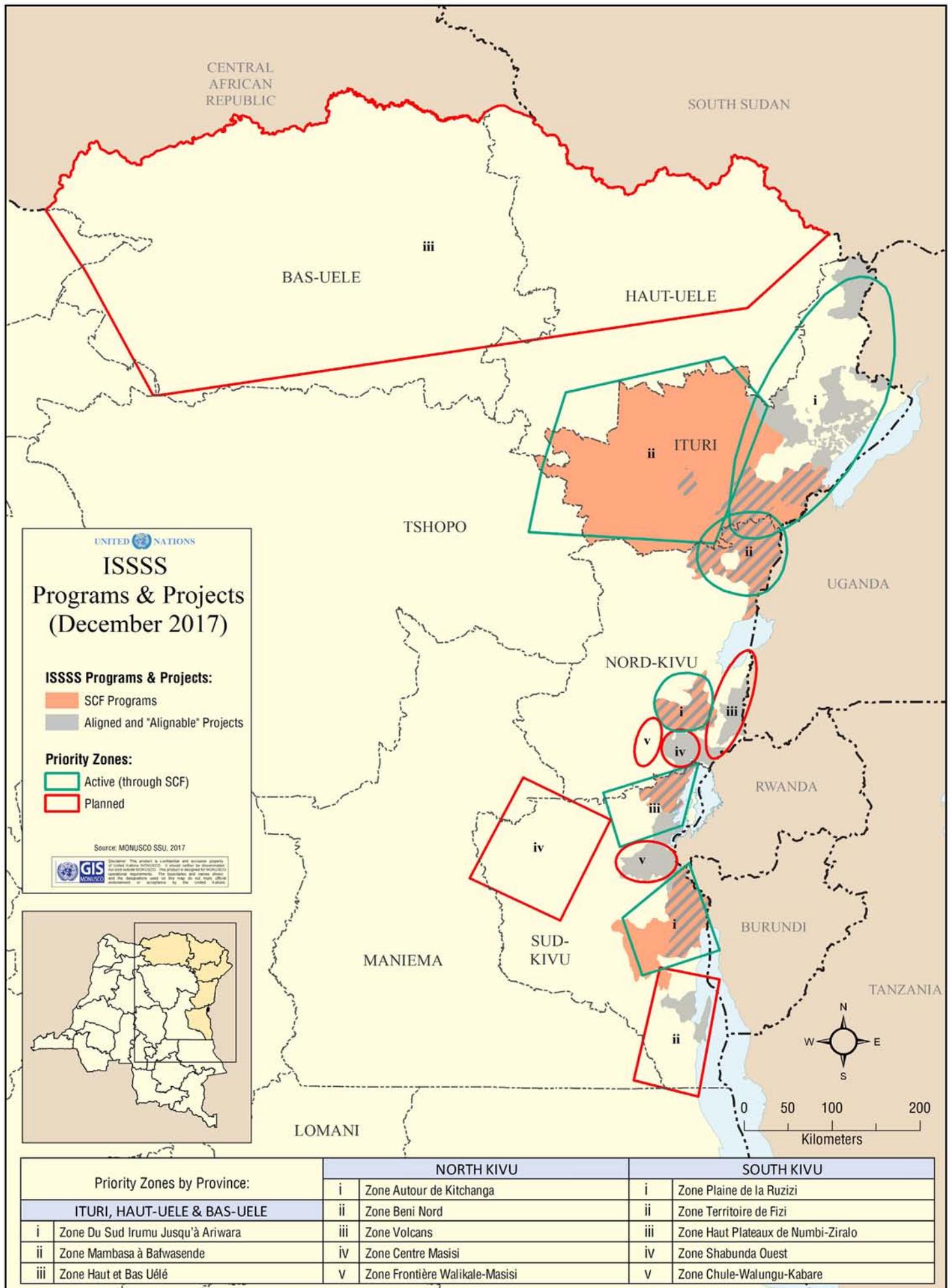
Mécanisme 2: Alignement des projets financés bilatéralement

Le Secrétariat Technique de l'ISSSS collabore également de manière étroite avec des donateurs bilatéraux et leurs partenaires opérationnels pour aligner leurs projets au cadre de l'ISSSS, permettant une approche cohérente et holistique de la transformation des conflits dans les différentes zones prioritaires. Cela maximise également l'impact des efforts de financement de la stabilisation à travers plusieurs mécanismes. Le portefeuille aligné actuel s'élève à un budget de 120 millions de dollars, financés par les Pays-Bas, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suède, l'Allemagne et le PNUD/MONUSCO en partenariat avec la province du Nord-Kivu.

Préparer l'avenir

La revue stratégique des tâches, des priorités et des ressources correspondantes de la MONUSCO, qui a été menée au cours du second semestre 2017, recommande que l'UAS débute une transition vers une structure gérée conjointement par la MONUSCO et l'UNCT au cours de la période pré-électorale, afin d'anticiper un transfert définitif à l'UNCT au cours de la période post-électorale.¹ Sur la base de cette recommandation, l'UAS a développé une vision stratégique sur la manière d'intensifier la mise en œuvre de l'ISSSS entre 2018 et 2022, tout en préparant progressivement la transition du Secrétariat Technique de l'ISSSS et plus largement, de l'UAS, au sein du système des Nations Unies.

4. Aperçu des interventions de l'ISSSS



5. Résumé de l'année

<p>Ensemble, nous avons lancé</p> <p>5</p> <p>programmes de stabilisation dans l'est de la RDC</p>	<p>Les cinq programmes financés par le SCF atteignent</p> <p>450,000</p> <p>bénéficiaires directs</p>	<p>Le FCS a reçu</p> <p>15</p> <p>millions USD des États membres</p>	<p>Ensemble, nous avons lancé</p> <p>1</p> <p>appel à propositions pour Beni North</p>
<p>Nous avons accueilli</p> <p>2</p> <p>nouveaux bailleur</p> <p>3</p> <p>nouveaux partenaires alignés</p>	<p>Nous travaillons avec</p> <p>6</p> <p>agences des Nations Unies</p> <p>4</p> <p>ONG internationales</p> <p>22</p> <p>ONG nationales</p>	<p>Le volume de financement des interventions alignées et alignables a augmenté de</p> <p>84 millions USD</p> <p>à</p> <p>120 millions USD</p>	<p>Alignement:</p> <p>18</p> <p>programmes ont reçu des conseils techniques</p> <p>10</p> <p>programmes sont entrés dans le processus d'alignement</p> <p>6</p> <p>programmes alignés</p>

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
<p>Développement de propositions de programmes pour les zones prioritaires Sud-Irumu, Kitshanga et Plaine de la Ruzizi dans le cadre de l'appel à propositions lancé en 2016.</p> <p>Sélection d'un consortium pour la mise en œuvre du programme de stabilisation de la Plaine de la Ruzizi</p> <p>Diffusion de l'évaluation externe des projets pilotes de l'ISSSS à Kalehe et Mambasa</p> <p>Mise en œuvre opérationnelle de la Cellule du Fonds de cohérence pour la stabilisation au sein de l'UAS</p>	<p>Sélection d'un consortium pour la mise en œuvre du programme de stabilisation à Kitshanga</p> <p>Lancement du Groupe de Travail de Stabilisation au Nord-Kivu</p> <p>Signature d'un accord de paix entre les communautés Yira et Lesse en Ituri, à la suite d'un dialogue intercommunautaire initié par la section des affaires civiles de la MONUSCO et par l'UAS</p> <p>Développement de nouveaux outils pour faciliter le processus d'alignement, comprenant une note d'orientation sur les modalités d'alignement</p>	<p>Sélection d'un consortium pour la mise en œuvre du programme de stabilisation au Sud-Irumu</p> <p>Développement d'un acte d'engagement stratégique avec les autorités provinciales du Sud-Kivu</p> <p>Tenue d'un atelier de renforcement des capacités sur le dialogue démocratique en Ituri à l'attention des acteurs de l'ISSSS</p> <p>Atelier au Nord-Kivu avec des experts de la société civile congolaise pour mettre à jour les analyses du conflit dans les zones prioritaires de l'ISSSS</p>	<p>Lancement de la seconde phase du projet pilote à Mambasa</p> <p>Lancement du Groupe de Travail de Stabilisation en Ituri</p> <p>Lancement du Forum de stabilisation à Kinshasa et première décision relative à l'extension de l'ISSSS jusqu'en 2022</p>	<p>Signature d'un acte d'engagement stratégique avec les autorités provinciales au Sud-Kivu</p> <p>Transfert des titres officiels fonciers aux populations indigènes à Babila Balwanza, à la suite de leur investissement dans le processus de dialogue démocratique pour sécuriser leurs droits fonciers et ainsi réduire les conflits communaux relatifs à la terre.</p> <p>Lancement du Groupe de Travail de Stabilisation au Sud-Kivu</p>	<p>Validation du programme de stabilisation pour la zone prioritaire de Kalehe</p> <p>Travaux d'amélioration de la confiance des communautés envers l'ISSSS renforcé à travers des sessions d'informations à Kitshanga et au Sud-Irumu</p> <p>Présentations de l'ISSSS et ses actions aux Ministères des Affaires Étrangères et de Défense aux Pays-Bas, France, Norvège, Belgique, Union Européenne et Royaume de Suède</p>



Le coordonnateur national du STAREC expliquant le programme financé par le FCS au Sud-Irumu (Ituri) lors de son lancement en août 2017

Juillet

Développement d'actes d'engagement stratégiques avec les autorités provinciales en Ituri et au Nord-Kivu

Validation du groupe de travail sur le DDR en Ituri par le ministre de l'Intérieur, amenant à une coordination améliorée sur la planification de la stabilisation et des interventions du DDR.

Tenue d'un atelier de trois jours sur la gouvernance sécuritaire locale en Ituri, en collaboration étroite avec le Ministère de l'Intérieur et d'autres sections MONUSCO

Août

Dissémination de l'étude de référence du S&E couvrant les zones prioritaires de Kitshanga, Sud-Irumu et Plaine de Ruzizi

Lancement des programmes de stabilisation au Sud-Irumu et à Kitshanga
Tenue d'une conférence de presse à Goma pour améliorer les connaissances d'environ 40 journalistes locaux sur les nouveaux programmes de l'ISSSS

Diffusion de l'étude de base du S&E couvrant les zones prioritaires de Kitshanga, du Sud-Irumu et de la Plaine de Ruzizi

Septembre

La Suède rejoint le Fonds de cohérence pour la stabilisation, en tant que cinquième donateur, avec une contribution s'élevant à 5 millions de dollars

Le leadership de la MONUSCO approuve la Stratégie Compréhensive pour neutraliser le groupe armé FRPI, qui intègre l'ISSSS et les principes du dialogue démocratique comme éléments principaux
Atelier sur le S&E et l'intégration du genre à l'attention de l'UAS, du STAREC et des partenaires opérationnels

Examen et adoption des critères d'alignement révisés lors du Forum des Donateurs pour la Stabilisation

La revue stratégique de la MONUSCO recommande l'établissement d'un arrangement conjoint entre la MONUSCO et l'UNCT en prévision de la transition définitive de l'ISSSS au sein de l'UNCT au cours de la période post-électorale

Octobre

Le Conseil d'administration national approuve une enveloppe de financement comprise entre 5 et 7 millions de dollars pour un nouveau programme de stabilisation à Beni

Retraite conjointe de l'UAS et du STAREC pour revoir le plan de travail commun

Développement et adoption d'une feuille de route consensuelle visant à répondre aux dynamiques clés du conflit dans le Sud-Irumu

Publication d'un appel à manifestation d'intérêt pour le programme de stabilisation à Beni
Engagement de la part de la police congolaise et des autorités administratives en Ituri en vue d'améliorer la parité hommes-femmes au sein de leurs institutions

Achèvement du processus de cartographie des interventions de l'ISSSS à l'Est du Congo

Novembre

Lancement du programme de stabilisation dans la Plaine de la Ruzizi et de la seconde phase du projet pilote à Kalehe

Lancement du Comité consultatif sur la stabilisation au Sud-Irumu, dans le cadre du processus de neutralisation du FRPI et dans le but de résoudre les conflits fonciers au Sud-Irumu

Premières missions de suivi en Ituri et Nord-Kivu

Tenues d'ateliers sur la budgétisation sensible au genre à Goma, Bukavu et Bunia

Prorogation du mandat du STAREC jusqu'en 2020

Diffusion du premier rapport d'avancement du S&E

Décembre

L'Allemagne rejoint le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation, en tant que sixième donateur, contribuant à hauteur d'1,5 million de dollars

Contributions supplémentaires (8 millions de dollars) au FCS de la part d'actuels donateurs que sont le Royaume-Uni, la Norvège et les Pays-Bas

Briefings aux ministres nationaux concernant le développement de la feuille de route visant à résoudre les conflits clé au Sud-Irumu

6. Principales réalisations

6.1 Réalisations du Secrétariat Technique de l'ISSSS

6.1.1 Engagement politique

L'ISSSS vise à améliorer l'engagement politique de deux manières. La première est organisée autour du développement d'actes d'engagement avec les autorités nationales et provinciales. Cette manière de faire est considérée comme faisant partie de l'aspect formel, institutionnel et dédié à la gouvernance de la stratégie d'engagement politique de l'ISSSS. Elle s'adresse aux institutions, sur la base de leurs mandats et responsabilités, et vise à renforcer leur soutien technique et politique aux programmes de l'ISSSS (créant ainsi de meilleures conditions pour un impact et une durabilité institutionnelle).

La seconde manière de générer l'engagement est plus spécifiquement liée à l'aspect "transformation du conflit" de la stratégie de l'ISSSS. Elle se concentre sur les individus ou les réseaux d'individus (acteurs du conflit). Ils sont identifiés et impliqués par le Secrétariat Technique de l'ISSSS et ses partenaires opérationnels en raison de leur influence sur les dynamiques du conflit. En ayant recours à une approche descendante (qui appuie l'approche ascendante du dialogue démocratique) et de nombreuses techniques formelles ou informelles de lobby et de plaidoyer, cette manière d'impliquer vise à atténuer le risque de manipulation politique (à savoir, les perturbateurs), tout en tirant parti de l'influence positive et des capacités de mobilisation des individus clés au sein de la sphère politique (à savoir, les facilitateurs).

Encart 1: Développement des actes d'engagement

Dans chaque province, le Secrétariat Technique de l'ISSSS a soutenu les partenaires opérationnels dans le développement d'acte d'engagement. Dans le cadre de ce processus, des consultations ont été organisées, des priorités clés ont été identifiées et des engagements clairs, d'ordre financier, législatif et/ou politique, ont été formulés à l'attention des autorités provinciales. Les engagements attendus par la MONUSCO et les donateurs (principalement la coordination et le soutien au lobby et au plaidoyer à l'échelle nationale) font aussi partie des conventions.

La première convention a été signée au Sud-Kivu en juin 2017 et approuvée par le Gouverneur, le chef de bureau provincial de la MONUSCO et les donateurs du FCS. Elle contient des accords relatifs à l'entretien des routes, l'accès aux sites, la taxation illégale, le déploiement des agents de l'État, la coordination des programmes de stabilisation et le soutien au STAREC. La convention sera suivie en 2018 sous l'égide du Gouverneur fraîchement élu.

En Ituri, le développement de la convention s'est passé d'une autre manière. La convention a d'abord été discutée au sein du Conseil Technique Conjoint, qui rassemble le gouvernement provincial, les membres de l'Assemblée provinciale et les acteurs sécuritaires provinciaux comme les FARDC et la PNC, et a été suivie par des consultations supplémentaires pour renforcer le soutien politique et perfectionner les engagements clés. Une approbation finale est prévue début 2018. La convention sera ensuite envoyée au conseil d'administration provincial en Ituri, pour signature du chef de bureau provincial de la MONUSCO et les donateurs du FCS.

L'engagement en faveur du processus de stabilisation de la part du gouvernement provincial est une conséquence directe du plaidoyer adressé aux autorités provinciales en Ituri ainsi qu'à la collaboration croissante entre eux. Pour preuve, le gouvernement provincial s'est engagé sur le plan financier, à hauteur de 10 000 dollars pour le programme de l'ISSSS à Mambasa, mais s'est aussi engagé politiquement à travers la démobilisation du groupe armé FRPI, en collaboration avec les autorités nationales.

Au Nord-Kivu, le processus a été retardé suite à des tensions politiques dans la zone du Kitshanga. Entre-temps, la situation a été débloquée par le Secrétariat Technique de l'ISSSS avec le soutien des partenaires opérationnels. Des consultations sur l'acte d'engagement sont en cours et la finalisation de ce dernier est prévue pour début 2018.

Dans le même temps, les préparatifs pour la conception d'un acte d'engagement national ont été discutés avec le STAREC, et initiés. Dans le cadre du processus, des apports ont été fournis par tous les secrétariats provinciaux de l'ISSSS. Une première version est attendue pour le premier trimestre 2018.

6.1.2 Gestion des fonds

En 2017, les mécanismes de gouvernance du FCS sont devenus pleinement opérationnels et ont contribué au lancement de cinq nouveaux programmes de l'ISSSS. Des rencontres régulières du Conseil d'administration national (CAN) du FCS et des conseils d'administration provinciaux en Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu ont permis de prendre d'importantes décisions au regard de l'approbation de nouveaux programmes et du fonctionnement du Fonds (les résultats des différentes rencontres sont fournis en annexe 1). Grâce à ces structures de gouvernance, les gouvernements nationaux et provinciaux ont été tous deux capables de jouer un rôle actif dans l'établissement des priorités et la prise de décisions.

Les mécanismes et outils de gestion du Fonds ont aussi été améliorés, avec la révision du Manuel des Opérations et la validation des Termes de Référence par le CAN début octobre. À la suite du processus de consultation et des commentaires fournis par les secrétariats nationaux et provinciaux, mais aussi par les partenaires opérationnels et les candidats non sélectionnés du premier appel à propositions, le Manuel des Opérations mis à jour intègre les leçons apprises des précédents processus. Le Manuel d'Opération révisé, en parallèle de rencontres de coordination régulières tenues entre la cellule du FCS et les agents administratifs et de gestion du Fonds, à savoir le Bureau du Fonds d'affection multi-donateurs et le PNUD, a contribué à une efficacité croissante dans la gestion du Fonds.

Faisant suite à l'engagement croissant du Gouvernement de la RDC dans le processus de stabilisation, couplé au fonctionnement constant et efficace de la gouvernance du FCS et des mécanismes de gestion, la communauté internationale a exprimé une grande confiance envers l'approche de l'ISSSS et a contribué à hauteur de 15 millions de dollars au FCS en 2017. Plus de détails sur les différentes contributions en page 30.



MONUSCO 2017

6.1.3. Développement des programmes

Au niveau de la programmation du FCS, les cinq nouveaux programmes de l'ISSSS, comprenant deux extensions de projets pilotes qui furent mis en œuvre entre 2014 et 2016, sont désormais totalement opérationnels, comptabilisent un montant total de 23 millions de dollars, touchent près de 450 000 bénéficiaires directs. En dehors des deux extensions, tous les programmes ont été sélectionnés après un processus d'appel à propositions minutieux.

Tableau 1: Vue d'ensemble des programmes de l'ISSSS financés par le FCS

Province	Ituri, Haut-Uele et Bas-Uele		Nord-Kivu		Sud-Kivu	
Zone prioritaire	Mambasa	Sud-Irumu	Autour de Kitshanga		Plat. Numbi-Ziralo	Plaine de la Ruzizi
Partenaires opérationnels	Amani Ni Njia Ya Maendeleo	Pamoja Kwa Amani	Njia Za Makubaliano	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo	Projet Intégré du Nord Kalehe	Tujenge Pamoja Kwa Ajili Ya Amani
Partenaires opérationnels	ONU-HABITAT, PNUD, OIM, UNESCO, FAO, partenaires locaux	ONU-HABITAT, OIM, SFCG, Mercy Corps, COOPI, partenaires locaux	International Alert, Pole Institute, partenaires locaux	ONU-HABITAT, FNUAP, UNESCO, partenaires locaux	PNUD, ONU-HABITAT, OIM, partenaires locaux	International Alert, partenaires locaux
Secteur/ Chefferie	Babila Babombi, Bombo, Bandaka, Babila Bakwanza, Mambasa, Walese Karo, Walese Dese	Bahema Mitego, Bahema Boga, Bahema Sud, Banyali Tchabi, Walendu Bindu, Walese Vonkutu, Andissoma	Bwito, Bashali, Localité de Pinga	Bwito, Bashali, Localité de Pinga	Buhavu	Plaine de la Ruzizi, Bafulero, Cité de Kamanyola, Bavira, Secteur d'Itombwe,
Principaux objectifs	Développer la coexistence et la collaboration pacifiques, augmenter le soutien pour le processus de stabilisation, améliorer la gouvernance territoriale et la gouvernance locale, renforcer la cohésion sociale et la résistance communautaire, réduire les VSBG	Réduire les tensions à travers le dialogue démocratique, améliorer la gouvernance territoriale, développer la transparence dans l'exploitation des ressources minérales, renforcer la capacité des leaders locaux et des services publics, augmenter la cohésion sociale, réduire les VSBG	Impliquer les acteurs locaux dans un processus de dialogue démocratique inclusif pour résoudre les conflits locaux	Améliorer la gouvernance locale, augmenter la cohésion sociale et la résistance des communautés à travers la réintégration et le relèvement socio-économique de la jeunesse, promouvoir l'égalité des sexes, réduire les VSBG	Augmenter le soutien apporté aux acteurs locaux, provinciaux et nationaux pour le processus de stabilisation, améliorer le fonctionnement des services du gouvernement, renforcer la cohésion sociale et la résistance des communautés à travers la réintégration et le relèvement socio-économique	Identifier et mettre en œuvre des solutions de paix au sein des structures communautaires, réduire les conflits territoriaux, améliorer la gouvernance sécuritaire, augmenter la cohésion sociale, réduire les VSBG
Bénéficiaires directs	Environ 54 000 personnes	Environ 315 400 personnes	Environ 3500 personnes	Environ 25 750 personnes	Environ 1 500 personnes	Environ 22 500 personnes
Budget (en dollars)	1,582 million	6,5 millions	2 millions	3 millions	1,08 million	7,065 millions

2. On 4 October 2017 the National Funding Board approved an additional funding envelop of 5 to 7 million USD for the Beni territory (North Kivu).

Dans le même temps, les préparatifs pour le développement d'un sixième programme de stabilisation, à Beni (Nord-Kivu) ont été initiés, après l'approbation d'une enveloppe de financement comprise entre 5 et 7 millions de dollars pour soutenir le processus de stabilisation dans cette région spécifique. Dans le cadre de ce processus, un appel à la manifestation d'intérêt a été lancé en novembre 2017. La sélection de la proposition retenue est prévue pour début 2018.

Au cours de l'année écoulée, des efforts considérables ont été faits par le Secrétariat Technique de l'ISSSS pour faciliter l'appropriation des programmes par les acteurs locaux. À cet effet, des ateliers ont été organisés dans les zones prioritaires actives pour discuter avec les dirigeants traditionnels, les acteurs de la société civile et les officiels du gouvernement local des objectifs des programmes et du besoin d'une appropriation locale. Le Secrétariat Technique de l'ISSSS prévoit de continuer cet engagement étroit avec les communautés bénéficiaires via des échanges réguliers sur les résultats produits dans le cadre du S&E.

Encart 2: Sélection des programmes de stabilisation

Le développement et la sélection de chaque programme de stabilisation débutent par un appel à manifestation d'intérêt pour le développement d'un programme intégré, holistique et ciblé, et invitent à la fois les agences de l'ONU et les ONG internationales à soumettre leurs propositions initiales de programme en accord avec le cadre de l'ISSSS ainsi qu'avec les plans stratégiques et d'actions provinciaux. Après la fin de l'appel à intérêts, les propositions de concept sont évaluées par un comité d'évaluation indépendant et les candidats présélectionnés sont invités à soumettre une proposition complète. Chaque appel à propositions est ouvert et compétitif, et les propositions gagnantes sont sélectionnées sur la base d'évaluations faites par des experts, puis approuvées par les conseils d'administration du FCS.

6.1.4 Alignement des programmes et projets financés de manière bilatérale

La mise en œuvre et la coordination d'interventions de stabilisation à l'Est du Congo financées de manière bilatérale ont gagné de l'importance en 2017. Au total, 10 programmes/projets issus à la fois des bailleurs actuels et des nouveaux donateurs (Allemagne, Japon, et le PNUD/MONUSCO en partenariat avec la Province du Nord-Kivu) ont intégré le processus d'alignement en 2017, et un total de 18 programmes/projets ont reçu un avis technique. À la suite de cela, six interventions ont été alignées à l'ISSSS et quatre projets supplémentaires « alignables » devraient bientôt atteindre le statut d'alignés. Cela amène le nombre total de donateurs bilatéraux à six (voir tableau récapitulatif page 8) et le volume total de financements pour les interventions alignées et alignables à 120 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 43% par rapport à 2016.

La majorité des interventions de l'ISSSS sont mises en œuvre à travers des programmes et projets financés de manière bilatérale. Le « processus d'alignement » vise à garantir que ces projets et programmes adoptent l'approche de l'ISSSS basée sur les cinq critères clés (voir encart ci-dessous). Ces programmes et projets sont divisés en différentes catégories, en fonction du type de contribution qu'ils apportent à la mise en œuvre de l'ISSSS, mais aussi en fonction de leur statut dans le processus d'alignement ou encore de leur position géographique.

Le Secrétariat Technique de l'ISSSS fait la distinction entre les catégories suivantes :

Aligné : interventions qui adoptent entièrement l'approche et les principes de l'ISSSS, en accord avec les critères d'alignement. Processus d'alignement complet.

Alignable : interventions qui adoptent partiellement l'approche et les principes de l'ISSSS. Processus d'alignement en cours.

Favorable à l'ISSSS : interventions de stabilisation qui adhèrent à l'approche de l'ISSSS, mais qui sont mis en œuvre en-dehors des 13 zones prioritaires, ou bien des interventions qui ne correspondent pas, ou seulement partiellement, aux critères d'alignement. Ces interventions sont toujours vues comme une contribution importante à la stabilisation dans son acceptation large et peuvent fournir des leçons importantes pour la mise en œuvre de l'ISSSS.

L'efficacité croissante du processus d'alignement, en parallèle de la révision des critères et le développement d'un certain nombre de notes d'orientation en 2017, en plus d'une assistance technique substantielle et dédiée à former les partenaires opérationnels sur la manière d'aligner leurs interventions à l'ISSSS, a permis d'améliorer la compréhension des partenaires concernant la pertinence du cadre d'alignement et a augmenté leur niveau de collaboration avec le Secrétariat Technique. Maintenant que le processus d'alignement est bien établi, et que les donateurs et les partenaires opérationnels des interventions de l'ISSSS voient la plus-value d'une approche commune de la stabilisation à l'Est du Congo, le travail préparatoire est accompli pour continuer à augmenter la coordination des interventions de stabilisation, avec un objectif global de renforcer l'impact et la durabilité des efforts de stabilisation. Un aperçu des résultats de programmes issus des projets d'alignement est fourni dans la section x.

L'alignement des interventions financées de manière bilatérale est basé sur cinq critères et un processus global visant à évaluer si une intervention pourrait être alignée avec l'approche de l'ISSSS. Le Forum pour la Stabilisation est le mécanisme de coordination qui prend les décisions relatives au processus d'alignement.

Les cinq critères d'intégration sont les suivants :

Critère 1 : L'intervention cible une ou plusieurs dynamiques de conflit principales identifiées dans les zones prioritaires de l'ISSSS, en se basant sur une analyse du conflit sensible au genre

Critère 2 : Les acteurs du conflit (femmes, jeunes et hommes) sont au centre du processus de transformation des principales dynamiques du conflit identifiées dans la zone prioritaire

Critère 3 : L'intervention renforce la collaboration entre l'État, les autorités habituelles et les femmes, les jeunes et les hommes, dans la transformation d'une ou plusieurs des principales dynamiques du conflit identifiées dans la zone prioritaire.

Critère 4 : L'intervention renforce la participation des femmes et jeunes femmes dans la transformation d'une ou plusieurs dynamiques du conflit identifiées dans la zone prioritaire, en adressant les facteurs structurels et socioculturels qui y font obstacle

Critère 5 : L'intervention contribue à la mise en œuvre du programme de l'ISSSS dans une zone prioritaire active à travers des synergies et une collaboration étroite



6.1.5 Coordination avec les acteurs de la stabilisation

L'année 2017 a été marquée par le renforcement de la collaboration entre l'UAS et le STAREC, tous deux à l'échelle nationale et provinciale sur la base d'un plan de travail conjoint et convenu entre eux, revu en mai 2017. La collaboration a ensuite été renforcée et rendue visible à travers des rencontres mensuelles de coordination et une retraite annuelle avec l'UAS. Ces plateformes de coordination ont permis un partage d'information réciproque et mutuel, une planification et un suivi des activités du programme conjoints, la mise en place d'un plaidoyer conjoint à l'attention des autorités provinciales et nationales et a permis de discuter ensemble avec les partenaires opérationnels de l'ISSSS, ainsi qu'avec les communautés locales. Des relations de travail plus efficaces et plus productives pourraient être établies si les Gouvernements national et provinciaux ainsi que les partenaires mettaient à la disposition du STAREC des ressources plus importantes pour améliorer les conditions de travail. Les ressources limitées mises à disposition du STAREC national par le GRdC le Trésor Public empêchent l'agence gouvernementale de fonctionner correctement. Des mesures correctives ont été mises en place par des visites de terrain à l'Est par le STAREC national, des briefings de coordinations entre l'UAS et le STAREC, et avec le rôle consultatif de soutien apporté par l'agent de liaison de l'UAS à Kinshasa.

Pour renforcer la coordination locale à Beni et orienter l'appel à propositions lancé au cours du dernier trimestre 2017, un nouveau bureau de terrain de l'UAS a été établi au sein du bureau de la MONUSCO, à Beni. L'UAS est en charge de mener la mise en œuvre des efforts de stabilisation et de renforcer la coordination à Beni. Puisque le bureau se trouve dans la province du Nord-Kivu, il travaille en étroite collaboration avec le bureau terrain de Goma.

La coordination de la stabilisation à l'échelle provinciale a été ensuite renforcée à travers l'établissement de Groupes de Travail sur la Stabilisation dans chaque zone active prioritaire. Ils rassemblent les acteurs clés de la stabilisation, ce qui inclut les partenaires opérationnels des interventions de l'ISSSS, les autorités provinciales, les acteurs de la société civile et les sections de la MONUSCO. Les Groupes de Travail permettent le partage d'informations importantes, notamment entre les partenaires de mise en œuvre des programmes financés par le FCS et les interventions financées de manière bilatérale alignées à l'ISSSS, et contribuent de manière significative à l'amélioration de la priorisation des interventions de stabilisation et maximisation des synergies entre partenaires sur le terrain.

Pour améliorer la coordination de la stabilisation à l'échelle nationale, l'année 2017 a vu naître le Forum de la Stabilisation, qui sert d'organe de prise de décision pour l'ensemble des questions stratégiques relatives à la stabilisation qui couvrent l'Est de la RDC ainsi que d'autres régions affectées par des conflits. Le Forum, auquel assistent l'UNCT, la MONUSCO, les ONG et les bailleurs de fonds, est présidé par le RSASG/CR/CH. Le Forum s'est réuni trois fois en 2017 et cela s'est soldé par la décision de revoir les piliers et les zones de priorité de l'ISSSS en 2018. Le Forum de Stabilisation vient en complément au Forum des Donateurs pour la Stabilisation déjà existant, présidé par la Suède et se réunissant tous les 2 mois, est un mécanisme de coordination technique dont les discussions incluent le financement et la mise en œuvre de l'ISSSS.

Encart 3: Cartographie des interventions de stabilisation

Pour faciliter la coordination entre les différents acteurs de la stabilisation, le Secrétariat Technique de l'ISSSS a réalisé une cartographie des interventions de l'ISSSS. Cette cartographie contribuera de manière significative à l'amélioration de la collaboration et de la coordination entre les différents acteurs de l'ISSSS dans la planification et la mise en œuvre de leurs programmes et projets.

La cartographie offre des informations sur les interventions pertinentes pour une mise en œuvre réussie de l'ISSSS et peut être triée selon le type de programme/projet, donateurs, zone prioritaire, lieu ou pilier de l'ISSSS.

La cartographie, qui sera mise à jour de manière régulière, est un outil qui sert différentes fins :

Pour les donateurs : identifier les gaps pour orienter de futurs investissements dans les différentes zones prioritaires

Pour la cellule du FCS et les partenaires opérationnels : orienter la programmation dans les différentes zones prioritaires

Pour le Secrétariat Technique de l'ISSSS : pour façonner la levée de fonds et le plaidoyer



MONUSCO 2017



6.1.6 Suivi et évaluation

La stratégie de S&E de l'ISSSS est basée sur le cadre logique de l'ISSSS et définit les rôles et les responsabilités pour la collecte de données, l'analyse et le développement des capacités des différentes parties prenantes du système de suivi de l'ISSSS.

Tout au long de 2017, la cellule de S&E a travaillé avec les partenaires de mise en œuvre, à la fois des programmes financés par le FCS et des interventions financées de manière bilatérale pour rendre la stratégie S&E opérationnelle. Ce travail a compris la production d'une version plus intuitive de la stratégie S&E, le développement d'outils communs de collecte des données, la formation des partenaires aux outils mis à leur disposition, mais aussi le travail en étroite collaboration avec les sections concernées de la MONUSCO, des agences de l'ONU et des autres partenaires comme le HHI pour mettre en place les dispositifs de collecte et de partage des données. Les outils ont été transférés sur une plateforme en ligne appelée KoBo Toolbox, ce qui facilitera le travail des partenaires en matière de collecte de données.

En matière de publications en 2017, la cellule du S&E a également produit le rapport de l'étude de référence (baseline) de l'ISSSS et le premier rapport d'avancement de la mise en œuvre de l'ISSSS. Les deux rapports, qui contiennent des données partagées par les partenaires de mise en œuvre, la Harvard Humanitarian Initiative ainsi que les composantes civiles (dont le BCNUDH) et militaire de la MONUSCO. Ils donnent un aperçu de la concrétisation des objectifs de l'ISSSS et aident à l'amélioration continue de la planification de l'ISSSS. Les résultats clés sont présentés dans la section des progrès réalisés en page 17.



6.1.7 L'intégration transversale du genre

La stratégie genre de l'ISSSS met l'accent sur l'importance d'intégrer les questions de genre à chaque étape du cycle du projet, depuis les analyses de l'étude de référence et le recrutement du personnel jusqu'au suivi et à l'évaluation finale du projet. Conformément à cela, les partenaires opérationnels ont été formés à la stratégie avec des suggestions concrètes sur la manière d'intégrer le genre dans leurs projets.

Pour garantir une approche généralisée tenant compte du genre dans la planification de l'ISSSS, le Secrétariat Technique de l'ISSSS a intégré sa stratégie genre dans ses documents clés, pour assurer sa prise en compte en parallèle de tous les autres aspects de l'ISSSS.² Cela rappelle que la stratégie genre de l'ISSSS est un élément clé de l'ISSSS et non pas quelque chose en sus. Conformément à cela, le nouveau kit d'Introduction à l'attention des partenaires de mise en œuvre, fournit des conseils pratiques aux partenaires atteignant le stade de mise en œuvre de leurs projets. Il inclut un chapitre sur « La mise en œuvre de la stratégie genre », offre des conseils techniques sur la manière d'assurer l'intégration de ladite stratégie au moment du lancement et la mise en œuvre du projet. Aussi, le Manuel des Opérations inclut une annexe dédiée à « L'intégration de l'approche genre » qui va plus loin en proposant des conseils techniques à mettre en œuvre à chaque étape du cycle du projet.

La budgétisation sensible au genre (GRB), essentielle à la stratégie genre de l'ISSSS, inclut l'obligation de dédier un minimum de 15% de tous les financements du FCS à la résolution des besoins spécifiques des femmes, à l'avancement de l'égalité homme – femme ou à l'émancipation des femmes. Les lignes directrices révisées du budget du FCS incluent désormais une orientation GRB qui explique à la fois ce que c'est et présente spécifiquement ce qui est attendu de la part des partenaires opérationnels participant aux programmes financés par le FCS. Dans un effort d'uniformisation de la GRB, des modèles de rapports de projets ont aussi été mis à jour pour inclure des sections de suivi prenant en compte le genre, dans le but de renforcer cet aspect de la GRB. Suite à cela, tous les programmes de stabilisation ont alloué 15% de leur budget à des interventions en faveur de l'égalité homme – femme.

Encart 4: Budgétisation pour le genre

En accord avec le point 7 du Plan d'action du Secrétaire Général relatif à la participation des femmes dans les processus de paix, l'ISSSS requiert que chacun des projets dédie au moins 15% de son budget à résolution des besoins spécifiques des femmes, à l'avancement de l'égalité homme – femme ou à l'émancipation des femmes. Concrètement, cela requiert des partenaires qu'ils réfléchissent sur le degré d'intégration du genre dans leurs activités, tout comme ils doivent identifier dans leurs budgets le pourcentage de chaque activité qui est consacré à la résolution des besoins spécifiques des femmes, à l'avancement de l'égalité homme – femme ou à l'émancipation des femmes. Cela garantit que les partenaires adoptent une analyse du conflit et une logique de programme prenant en compte le genre, tout en les rendant opérationnelles avec une planification appropriée de leurs activités et leur budget. Les partenaires poursuivent ensuite le suivi et le reporting de la mise en œuvre des 15% minimum à travers des rapports de projets réguliers. Dans les années à venir, le Secrétariat Technique de l'ISSSS sera en mesure d'évaluer si oui ou non ce pourcentage dédié a eu un impact concret sur la participation des femmes dans les processus de paix, dans le cadre de la stratégie de l'ISSSS.

La décision de mettre à jour les notes conceptuelles de chaque pilier a déclenché un effort de recadrage du pilier 5 (la Lutte contre les violences sexuelles) comme le pilier des Femmes, de la Paix et la Sécurité. Cela représente la stratégie genre de l'ISSSS puisque cela se concentre sur la transformation du conflit à travers la promotion des valeurs d'égalitéitaire, de combat contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre, grâce à un plus grand cadre de travail dédié à la transformation des normes négatives relatives au genre et à la résolution de problématiques structurelles.

2. Il a été décidé que les principes directeurs portant sur les questions liées au genre, approuvés en 2016, devraient être intégrés à d'autres documents existants, plutôt que d'être gardés à l'écart sur un document séparé. Au vu du nombre important de documents fournis aux partenaires et aux autres acteurs clés, les principes directeurs portant sur les questions liées au genre ont été rarement consultés indépendamment par les évaluateurs, durant le processus d'Appel à propositions.

6.1.8 Gestion des risques

L'approche du Secrétariat Technique de l'ISSSS en matière de gestion des risques s'appuie sur deux dimensions clés :

1. Au niveau technique/opérationnel : les risques relatifs à la gestion du FCS et la mise en œuvre à l'échelle d'un projet. Ces risques sont suivis par les Secrétariats Techniques en coordination avec les conseils d'administration nationaux et provinciaux. Le Manuel des Opérations du FCS comporte une matrice des risques mise à jour, qui présente les risques clés auxquels la mise en œuvre de l'ISSSS est confronté, et fournit des mesures d'atténuation détaillées pour y faire face³. Le Secrétariat Technique de l'ISSSS utilise ensuite les mécanismes du conseil d'administration pour revoir cette matrice de risques à raison de deux fois par an, avec les membres du conseil, et ouvre la discussion sur la façon dont chacun des partenaires peut jouer un rôle actif dans l'atténuation de ces risques à travers leurs sphères d'influence spécifiques.

2. Au niveau stratégique, la cellule du S&E a mis en place un système qui se concentre à un niveau plus élevé de suivi des risques, au niveau des piliers thématiques de l'ISSSS, en se basant sur une version de référence de la matrice des risques à l'échelle de l'ISSSS (voir annexe x). Le but de cette matrice est de répertorier, analyser et noter les risques externes clés que l'ISSSS peut rencontrer (c'est-à-dire, qui échappent au contrôle de la planification de l'ISSSS), et qui pourraient potentiellement faire échouer l'avancement des résultats du cadre logique de l'ISSSS. Ces risques seront discutés et revus lors du Forum de la Stabilisation à Kinshasa, puisqu'ils vont au-delà des attributions des mécanismes de gouvernance du Fonds.

Les principaux risques techniques/opérationnels actuellement suivis via la matrice des risques de l'ISSSS correspondent à des résultats spécifiques à travers chacun des 5 piliers (ou à travers plusieurs piliers), et peuvent être passés en revue dans la version complète et détaillée de la matrice des risques. 31 facteurs de risques individuels couvrant 5 piliers ont été identifiés et sont évalués grâce à un système de couleurs (vert pour marginal, orange pour intermédiaire, et rouge pour important) (voir annexe x).

Les risques les plus importants actuellement qui pourraient empêcher l'obtention de résultats à travers chacun des piliers de l'ISSSS sont les suivants :

- Pilier 1 : Élections locales et provinciales sans cesse retardées
- Pilier 2 : Les soldats des FARDC ayant des liens avec d'anciens ou actuels groupes armés
- Pilier 3 : Centralisation du pouvoir à l'échelle nationale
- Pilier 4 : Les secousses macro-économiques répétées affectent la stabilité
- Pilier 5 : Les politiques nationales nécessitent plus d'engagements dans les domaines de parité Femmes-Hommes

Nombre de ces risques ne sont pas nouveaux. Cependant, leur apparition continue dans un contexte de crise politique et sécuritaire grandissante peut avoir des effets négatifs sur l'ISSSS dans le temps.

Alors que l'entière Matrice des Risques de l'ISSSS sera mise à jour tous les six mois, les risques qui sont classés comme étant importants (voir ci-dessus) seront suivis et mis à jour par la cellule S&E de manière plus régulière et signalés au Secrétariat Technique au moment de leur apparition afin qu'il puisse les adresser dans le cadre des mécanismes de coordination de l'ISSSS.



S.E. le Gouverneur du Sud-Kivu interagissant avec les bénéficiaires lors du lancement du programme financé par le FCS à Uvira (Sud-Kivu), novembre 2017

3. La matrice des risques du FCS a été mise à jour au cours de la révision du Manuel des Opérations. Une discussion plus poussée sur la matrice des risques est prévue durant la prochaine réunion du conseil national en 2018

6.2 Progrès réalisés suite aux interventions de l'ISSSS

Cette section présente les progrès réalisés en 2017 dans le cadre des projets de stabilisation de l'ISSSS. Cela comprend les interventions financées par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), mais aussi celles financées à travers des accords bilatéraux, dans le cadre du processus d'alignement. Dans ce dernier cas, la disponibilité des informations dépend du calendrier de rapport des interventions alignées.

Tout au long de 2017, les partenaires travaillant sur la mise en œuvre de l'ISSSS ont été confrontés à tout un ensemble de nouveaux défis. Les menaces sécuritaires dans plusieurs zones prioritaires de l'ISSSS ont contribué à rendre le lancement des interventions particulièrement difficile et long. De plus le retard des élections nationales et provinciales ont été un frein supplémentaire dans la mise en œuvre de l'ISSSS.

En dépit de ces conditions, les partenaires de l'ISSSS ont non seulement été capables de lancer les processus de dialogue démocratique (pilier 1 de l'ISSSS) dans l'ensemble des zones prioritaires, établissant des liens avec les parties prenantes politiques, les communautés et les structures de dialogue comme des conditions préalables clés pour la réussite du travail ultérieur sur les zones thématiques couvertes par l'ISSSS.

La plupart des partenaires de l'ISSSS étaient toujours dans la phase de préparation de leurs projets. Dans de nombreux cas, le travail sur le projet n'a débuté qu'en mai ou juin 2017, voire plus tard. Cela étant, plusieurs partenaires de l'ISSSS ont fait des progrès dans l'avancement de leur soutien au-delà du dialogue démocratique, à savoir, dans le cadre des piliers 2 et 5. Ces avancements ont été présentés dans la section 1.2.

Globalement, ce chapitre se concentre sur la présentation des progrès réalisés par les partenaires de l'ISSSS en 2017, à savoir, les activités qu'ils ont menées pour s'installer sur le terrain et dans le paysage politique des provinces ciblées. Il ne serait pas raisonnable d'espérer que des projets ayant débuté il y a moins de six mois dans la plupart des cas puissent démontrer des « résultats de stabilisation » tangibles, qui seraient clairement reflétés à travers les indicateurs de haut niveau de stabilisation du système de suivi de l'ISSSS⁴. Pour cette raison, les prochaines sections fournissent des informations plus poussées sur le déroulement du processus d'engagement des partenaires de projet de l'ISSSS, et soulignent les premières réalisations concrètes de cet engagement lorsqu'elles se sont matérialisées. L'accent sur les résultats sera apporté lors du troisième rapport de suivi de l'ISSSS, qui sera publié début avril 2018.

6.2.1. Progrès réalisés dans l'approche participative du Dialogue Démocratique de l'ISSSS – construire les fondations pour une résolution durable du conflit

L'ISSSS est construite autour de l'idée que les communautés en conflit et les institutions étatiques et les autres acteurs socio-politiques dans l'Est de la RDC ont besoin de travailler ensemble, dans le but de transformer durablement les dynamiques clés du conflit qui créent de l'insécurité et de l'instabilité. À cet effet, l'ISSSS vise à initier un processus de dialogue entre ces différents acteurs dans les zones prioritaires de l'ISSSS, à examiner les effets des groupes armés et des conflits intra et/ou intercommunautaires autour du pouvoir, de la terre et de l'identité. Ce dialogue participatif et démocratique prépare le terrain pour de futures actions à l'initiative de la communauté, de l'État ou conjointes pour stabiliser les structures de gouvernance locale et les processus comme un fondement pour une meilleure sécurité, et de meilleures conditions socio-économiques de résilience face au conflit.

Le processus de dialogue démocratique est ascendant, participatif et basé sur la prise de conscience et la mobilisation communautaire. Les communautés, à l'échelle locale, sont sensibilisées et organisées pour analyser les dynamiques du conflit, pour dépasser les divisions, et pour développer et formuler une vision nouvelle partagée pour la paix et la stabilité. Cette mobilisation jette les bases d'un processus de transformation du conflit inclusif et participatif.

L'approche est aussi descendante, si l'on prend en compte l'influence (positive et/ou négative) que les acteurs politiques et sécuritaires ont sur les dynamiques du conflit. Discuter, sensibiliser et influencer ces acteurs constitue une partie clé du processus de transformation. Une consultation permanente

ainsi que des sessions de dialogues (par exemple, des tables rondes, des conférences etc.) sont organisées pour rassembler les communautés et les parties prenantes politiques / institutionnelles, afin qu'elles discutent des dynamiques du conflit, qu'elles identifient des solutions et qu'elles produisent des plans d'action et/ou des feuilles de route inclusifs et participatifs. Ces plans d'action sont la colonne vertébrale du processus de transformation du conflit, tout en alimentant les autres piliers de l'ISSSS en fournissant au gouvernement et aux partenaires de mise en œuvre des recommandations claires dans les domaines de la sécurité, de la restauration de l'autorité de l'État, de reprise économique et de combat contre les VSBG.

6.2.1.1. Résumé des progrès du pilier 1 – Dialogue Démocratique

En 2017, les interventions dans le cadre du dialogue démocratique menées dans les zones prioritaires de l'ISSSS se sont principalement concentrées sur l'analyse et le contexte du conflit, sur la mobilisation et l'appropriation communautaire (à travers la communication, l'information et l'installation de structures de dialogue local dans les zones prioritaires), et sur la cartographie des acteurs et – pour certains partenaires – sur l'engagement politique à l'échelle locale, provinciale et nationale. Des sessions de dialogue ont été organisées dans certaines zones prioritaires, ce qui a mené à l'élaboration des premiers plans d'action.

Le tableau 1 fournit un résumé des progrès opérationnels réalisés dans les cinq zones prioritaires du Nord-Kivu, Sud-Kivu et de l'Ituri. Le tableau dresse une liste des projets financés par le Fonds de Cohérence pour Stabilisation (FCS) et par les bailleurs bilatéraux, à savoir les projets qui sont alignés avec l'ISSSS. Il convient cependant de noter que dans de nombreux cas, l'information sur les progrès récents réalisés par les projets alignés n'est pas encore disponible au moment de l'écriture de ce rapport, puisque leur calendrier de reporting ne s'alignait pas entièrement avec celui du Secrétariat Technique de l'ISSSS.



4. De plus, les résultats du système de suivi de l'ISSSS eux-mêmes ont jusque-là simplement collecté des données de référence, qui ne permettent pas encore l'identification d'indicateurs de « tendance » au fil du temps

Tableau 2: Progrès réalisés par projets financés par le FCS et alignés sur le dialogue démocratique (Pilier 1)

Zone prioritaire	Projet	Focus thématique dans le cadre du pilier 1	Domaines clés où sont réalisés les progrès
Autour de Kitshanga	FCS Kitshanga	Dialogue démocratique	Bashali : mobilisation et information communautaires; les structures locales ont été identifiées ainsi que leur capacité existante (en matière d'analyse du conflit), engagement des acteurs politiques à l'échelle provinciale et nationale. La première table ronde est prévue durant la seconde semaine de février et rassemblera les parties prenantes principales, avec un accent sur le pouvoir et les conflits fonciers, les groupes armés et les dynamiques régionales. Bwito: les actions participatives de recherche sur les dynamiques du conflit dans la chefferie de Bwito ont été lancées et sont en cours.
	CISPE	Résolution du conflit basée sur le dialogue	Mise à jour du contexte et de l'analyse du conflit, conduite de sessions d'information et de mobilisation communautaire, renforcement des capacités des structures de dialogue locales à l'échelle du groupement en cours, lancement d'un dialogue intracommunautaire dans certaines zones. Coordination étroite avec les programmes du FCS dans la zone prioritaire, avec la facilitation du STAREC et de l'UAS. Sécurité et stabilisation à travers une résolution de conflit basée sur le dialogue et une performance améliorée des forces armées.
Sud-Irumu	FCS Sud-Irumu	Dialogue démocratique	Conduite de larges consultations communautaires et analyses participatives sur le conflit (2 300 personnes consultées en septembre à travers les « Barza communautaires ») ; organisation d'une table ronde par l'ACIAR (Workshop sur le leadership fort), rassemblant les principales parties prenantes (gouvernement provincial, membres provinciaux et nationaux du Parlement, FARDC, chefs communautaires et chefs coutumiers, le comité de sécurité provincial, la société civile et les représentants de la MONUSCO) et se concentrant sur 3 problématiques prioritaires (les FRPI, le conflit territorial Lendu – Hema et les tensions autour des migrations Hutu), des contacts directs ont été établis avec le FRPI, plusieurs missions d'engagement politique ont été menées à Kinshasa ainsi qu'un atelier de haut niveau rassemblant les ministres de l'Intérieur, de la Défense et du Plan autour des recommandations du dialogue démocratique de l'ISSSS. Intégration de l'ISSSS au sein de la stratégie de la MONUSCO pour la neutralisation des FRPI.
	CISPE	Résolution du conflit basée sur le dialogue	Voir les informations dans la section CIPSE "Autour de Kitshanga"
Mambasa	FCS Mambasa	Dialogue démocratique	Conformément à la recommandation issue de la première phase du projet de stabilisation (projet pilote de l'ISSSS, Mambasa), mise en œuvre de larges consultations communautaires et analyses participatives du conflit, concentration sur les groupes armés, les migrations et les ressources naturelles au sein et en dehors du RFO, renforcement des capacités des comités de base, renforcement et redynamisation des mécanismes de coordination au sein du RFO. La table ronde est prévue début 2018 ⁵ .
Plaine de la Ruzizi	FCS Ruzizi	Dialogue démocratique	Le partenaire de l'ISSS a été capable de réduire les tensions entre les membres issus de 5 communautés ethniques majeures, à travers une série d'activités axées sur la sensibilisation. De fait, plusieurs groupes sont passés de perturbateurs à facilitateurs de l'ISSSS et exprimant leur volonté de coopérer avec le partenaire comme moyen d'amélioration de la cohabitation.
	Paix directe	Contribution au dialogue démocratique de l'ISSSS ⁶	Des activités de médiation ont soutenu des communautés basées sur les tribunaux de paix (barazas), ce qui a mené à la gestion pacifique de 425 conflits interpersonnels sur 467, permettant à 1020 foyers qui étaient auparavant en conflit avec la communauté de vivre ensemble pacifiquement. En réaction au succès des barazas dans la gestion des conflits, des chefs locaux ont mis 35 propriétés à disposition des barazas pour construire leurs bureaux et rendre leurs travaux durables en faveur de la paix et de la stabilité.
Kalehe	FCS Kalehe	Dialogue démocratique	Le partenaire de l'ISSSS a effectué un plaidoyer avec les autorités locales et provinciales ainsi que des activités de prise de conscience pour préparer le terrain pour la seconde phase du projet. La détérioration de la situation sécuritaire dans la zone du projet n'a pas encore permis le lancement d'activités additionnelles, malgré des tentatives menées par les autorités provinciales et le partenaire de l'ISSS pour résoudre la situation ⁷ .
	ARC	Dialogue démocratique	Création en cours, rapport prévu en janvier 2018

5. Une initiative travaillant en ce sens : cohabitation pacifique au sein de la RFO à travers la résolution et la réduction des conflits, engagement des femmes et de la jeunesse dans les processus de stabilisation et renforcement de leur autonomie ; renforcement des mécanismes locaux de gouvernance territoriale (accès à la propriété des femmes, des hommes et des communautés vulnérables comme les Pygmés ; développement et validation de 7 Plans Locaux pour la Paix et le Développement ; réhabilitation du fonctionnement de la cour de justice de Mambasa ; combat contre la VSBG. 6. 1) Renforcement des capacités en participant à des organisations de société civile ; 2) résolution des conflits à travers des tribunaux de paix

7. L'une des sources d'insécurité reste le conflit continu entre les officiels provinciaux et nationaux par rapport au site minier de Ruzizi ; l'un des treize sites miniers validés durant la première phase du projet. Il y a des craintes sur le fait que ces combats continus puissent contaminer l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de la mine.



6.2.1.2. Histoires de terrain – Dialogue Démocratique

Comme en atteste le tableau 1, les partenaires de l'ISSSS abordent la mise en place des structures du dialogue démocratique de différentes manières, chacune traitant aussi avec un ensemble unique de défis lorsqu'il s'agit de discuter avec les autorités et la population des différentes provinces et zones prioritaires. Les sections qui suivent fournissent des descriptions plus détaillées des processus de dialogue démocratique qui sont initiées au Sud-Irumu (province d'Ituri), Kitshanga (province du Nord-Kivu) et Ruzizi (province du Sud-Kivu), pour donner un aperçu des différentes approches choisies, ainsi que des défis particuliers rencontrés dans les différentes zones.

a) Engagement politique ascendant et descendant pour développer une feuille de route pour l'action en Sud-Irumu

En Sud-Irumu, le processus de dialogue démocratique tend à résoudre trois principales sources de conflit : le groupe armé FRPI ; les conflits intercommunaux et territoriaux entre les communautés Hema et Lendu ; et les migrations de populations en provenance du Nord-Kivu.

La persistance de la milice des FRPI cause des problèmes de sécurité à la population, ainsi que le conflit foncier mobilisé autour de l'ethnicité entre les Lendu Bindi et les Hema du Sud sont très liés. Le FRPI a autorisé la communauté Lendu Bindi de renforcer sa mainmise sur les territoires convoités et les Hema, tout comme les FARDC, accusent les FRPI d'être une armée communautaire que les Lendu Bindi utilisent pour renforcer leur position dans les relations de pouvoir local et de conflit territorial avec les Hema. D'un autre côté, les FRPI accentuent les tensions intercommunautaires entre les Hema et les Lendu en commettant des pillages de masse du bétail des Hema et en menaçant les éleveurs Hema.

Les causes profondes du conflit foncier comprennent aussi la présence de migrants Rwandophone, issus du sud et du nord Kivu et qui se sont installés dans la partie la plus au sud du Sud-Irumu depuis 2008-2009, ce qui a résulté en une cohabitation extrêmement tendue entre les communautés indigènes et migrants. Leur présence a aussi exacerbé les tensions autour des frontières entre les communautés Lendu et Hema au Walendu Bindi et Bahema du Sud⁸.

Les partenaires ont lancé le processus de dialogue démocratique de l'ISSSS en septembre 2017, avec la consultation de communautés réparties sur 14 sites au Sud-Irumu. Le partenaire local de l'ISSSS a rassemblé les avis de près de 2 300 personnes sur les dynamiques et les sources de conflits les plus fréquents, les sessions d'analyse participative du conflit réalisées dans ce but ont aussi servi à mobiliser les communautés et à créer une dynamique pour l'ISSSS à l'échelle locale.

Exploitant les leçons tirées des projets pilotes de l'ISSSS⁹ et du principe stratégique correspondant à l'ISSSS lui-même, ce travail ascendant à l'échelle locale a été complété par une forte stratégie d'engagement politique descendante à l'échelle provinciale et nationale. Un groupe de travail a été créé pour soutenir le travail d'engagement politique. Le groupe de travail, en collaboration étroite avec la section des Affaires Politiques de la MONUSCO à Bunia, a établi une cartographie d'acteurs qui a permis d'identifier 60 facilitateurs ou perturbateurs dans les sphères politique et sécuritaire, et ont évalué leur rôle et leur niveau d'influence. Sur la base de cette cartographie, le Secrétariat Technique de l'ISSSS et ses partenaires, soutenus par les membres du groupe de travail, ont commencé à discuter avec les acteurs politiques clés à Bunia et à Kinshasa, dans le but de les influencer et les mobiliser, et de créer un élan d'acceptation et d'appropriation du processus de dialogue démocratique de l'ISSSS.

Continuant et construisant autour de l'engagement politique initial, un atelier sur la gestion cohérente a été organisé à Bunia en septembre 2017. L'atelier a rassemblé environ 130 acteurs politiques clés, incluant des membres du parlement national et provincial, les autorités provinciales, les acteurs sécuritaires, les chefs locaux et les représentants des communautés locales (incluant la jeunesse et les femmes). Les membres de l'atelier ont discuté de la menace causée par le FRPI et les conflits intercommunautaires entre les Hema et les Lendu.

8. D'autres conflits majeurs au Sud-Irumu entre le Walendu Bindi et le Bahema du Sudle Walendu Bindi et le Bahema Boga/Mitego, le Walendu Bindi et le Bira, sont toujours actifs et représentent un obstacle important à la paix et la stabilité sur le territoire. La présence de ressources naturelles incluant du pétrole, de l'or et du bois dans les environs et la compétition pour la maîtrise de leur exploitation reste un important facteur de déstabilisation dans la zone.

9. Le projet IRF Mambasa mis en oeuvre dans les provinces d'Ituri et celui de Kahle mis en oeuvre au Sud-Kivu ont été financés depuis 2015-2016 et ont servi de projets pilote pour l'ISSSS

Encart 5 : Feuille de route commune pour la province d'Ituri

Les participants à l'atelier portant sur la gestion cohérente en Ituri ont pu se mettre d'accord sur une feuille de route commune pour résoudre les deux moteurs de conflits dans la province :

Pour résoudre la menace que constitue le FRPI, la feuille de route identifie deux éléments clé d'action immédiate pour 2017 : a) le besoin de mettre en place un groupe de chefs habituels pour interagir avec le FRPI, pour mettre à jour leur « Cahier des Charges » et sensibiliser le groupe (jetant les bases pour négocier une solution) et b) le besoin d'un plaidoyer envers le gouvernement central dans le but de prioriser le FRPI dans leur programme.

La feuille de route a également jeté les bases pour contrer le moteur du conflit intercommunautaire, notamment lié aux conflits sur les frontières et la terre. Les participants à l'atelier sont tombés d'accord pour cette feuille de route de manière consensuelle. Le gouverneur de Ituri a établi un comité consultatif pour suivre la mise en œuvre et la mise à jour régulière de la feuille de route. Le prochain comité consultatif aura lieu début avril 2018.

Une réunion de lobby et de revendication a été organisée à Kinshasa le 4 décembre 2017, rassemblant le gouverneur de l'Ituri et les ministres de l'Intérieur, de la Défense et du Plan, 10 membres du parlement nationaux et des officiers haut placés des FARDC. Il a été convenu de mettre en place un groupe de travail interministériel pour collaborer avec la MONUSCO sur le développement d'une action conjointe pour la neutralisation des FRPI. Le Secrétariat Technique de l'ISSSS soutient le développement du plan d'action FRPI conjoint. Il est prévu qu'il soit soumis au gouvernement central pour validation et mise en place en 2018.

L'engagement politique soutenu par le Secrétariat Technique et ses partenaires de mise en œuvre en Ituri, combiné avec l'approche ascendante du dialogue démocratique, constitue un élément clé de la stratégie de la MONUSCO pour la neutralisation des FRPI. Le chef du bureau de la MONUSCO à Bunia est à la fois co-président du CAP en Ituri et le principal coordinateur de la stratégie commune concernant les FRPI. Cette intégration opérationnelle a permis au programme de l'ISSSS d'alimenter la partie politique de la stratégie commune concernant les FRPI, tout en puisant dans les ressources provinciales et nationales de la MONUSCO. La collaboration entre l'UAS et la Force, les Affaires Civiles, les Affaires Politiques, le DDR et le BCNUDH a été particulièrement fructueuse au point de permettre à l'ISSSS d'alimenter la stratégie commune de la MONUSCO pour résoudre les cas des activités des FRPI comme étant un moteur de conflit dans la province d'Ituri. Etant la première stratégie commune entre composants civils et militaires de la MONUSCO, cet effort est prévu de montrer le chemin en 2018 pour adoption d'une approche coopérative similaire dans les autres provinces de l'Est.

b) Kitshanga – dépasser la résistance politique au sein de la communauté Hunde

Au Nord-Kivu, une réalisation majeure a été de gagner le soutien du groupe ethnique Hunde pour la stratégie de stabilisation. La zone prioritaire de Kitshanga est le théâtre de tension entre ses deux principaux groupes ethniques : les Hunde qui détiennent le pouvoir coutumier alors qu'ils représentent environ 20% de la population, et les Hutus qui représentent une grande majorité de la population (80%) et contrôle la majorité l'économie locale. La communauté Hunde perçoit le poids démographique et l'influence des Hutus comme une menace à leur autorité politico-administrative dans la région, tandis que certains Hutus contestent cette autorité, soulignant l'absence d'une répartition équitable des ressources gérées localement.

Au cours de la planification du programme ISSSS dans cette zone, plusieurs membres de la communauté Hunde ont perçu le processus de Dialogue Démocratique de l'ISSSS comme une menace à l'autorité coutumière des chefs de la communauté Hunde. Durant plusieurs mois, au début de l'année 2017, le gouverneur du Nord-Kivu, le Secrétariat Technique de l'ISSSS et ses partenaires locaux ont reçu des lettres de plainte prétendument issues d'acteurs locaux, qui ont tenté de faire obstacle au bon déroulement de la planification.

En réponse, les partenaires de l'ISSSS dans les zones prioritaires ont développé une stratégie d'engagement politique pour les échelles locale, provinciale et nationale, spécifiquement pour discuter avec les présumés « perturbateurs » du processus de dialogue, c'est-à-dire ceux qui avaient signé les lettres de protestation, tout comme ceux qui avaient assumé être les forces parlantes derrière ces lettres. Le Secrétariat Technique et son partenaire local ont demandé à des intermédiaires neutres de discuter avec les différentes communautés dans la zone.

Pour pouvoir ouvrir le dialogue avec la communauté Hunde, les partenaires de l'ISSSS ont choisi, stratégiquement, une école locale et une personnalité très respectée issue d'une communauté ethnique différente, pour rencontrer des représentants clés du gouvernement provincial¹⁰ et les autres acteurs influents à l'échelle provinciale, alors que le partenaire local de l'ISSSS rencontrait des acteurs à Kitshanga même. L'objectif principal de ce processus d'engagement était d'expliquer avec soin l'approche du dialogue démocratique participatif de l'ISSSS dans le but d'augmenter la compréhension et la prise de conscience de l'effort de l'ISSSS auprès des chefs Hunde. Les partenaires de l'ISSSS ont aussi tenté d'apaiser les peurs des chefs Hunde sur le fait que le processus de dialogue ne menacerait pas leur autorité coutumière en tant que chef. Les partenaires de l'ISSSS ont souligné le fait que la marche à suivre pour le processus de stabilisation finirait par être identifiée par les communautés elles-mêmes.

En octobre 2017, les partenaires du Nord-Kivu ont aussi envoyé des représentants à Kinshasa pour discuter avec les figures clés Hunde à l'échelle nationale, tels que les dirigeants politiques et un membre de la Commission des droits de l'homme. Cet effort descendant a permis de conférer un soutien additionnel pour le travail à l'échelle locale, complétant l'engagement ascendant crucial pour les dirigeants communautaires de la zone prioritaire.

Ensemble, ces deux initiatives ont renforcé la mobilisation des acteurs clés et des faiseurs d'opinion qui ont exercé leur influence sur les communautés, et notamment sur les perturbateurs à tous les niveaux. Ceci a créé un espace pour résoudre la problématique sensible du pouvoir au cœur d'une grande partie du conflit dans la zone prioritaire de Kitshanga et de créer les conditions qui rendront possible le bon déroulement de la programmation dans la zone par les partenaires en 2018.

Encart 6: La coordination entre les sections de la MONUSCO pour une efficacité optimisée dans le cadre du Dialogue Démocratique de l'ISSSS

L'UAS facilite de manière active l'harmonisation des efforts relatifs au dialogue démocratique entrepris dans le cadre de l'ISSSS en coordination avec les autres acteurs et dirigeants de la MONUSCO chargé du mandat de médiation et de protection des civils.

Spécifiquement dans la zone prioritaire de Kitshanga, l'UAS a discuté avec les acteurs clés de la médiation et du dialogue (la commission ad hoc du gouverneur pour le Bwito, le secrétaire de la chefferie du Bwito, le conseiller du ministre de l'Intérieur, le conseiller adjoint territorial de Rutshuru, le président du Baraza, CRONG, AAP, Pole Institute, Synergie des femmes, OIM, chef de bureau de la MONUSCO Goma, la section des Affaires Civiles) pour développer une analyse conjointe sur les besoins essentiels liés à la détérioration des conditions de sécurité au sein et aux alentours de Nyanzale. Cela a mené à l'identification d'espaces d'intervention et a permis de rendre possible un lancement immédiat d'une série de dialogues sociaux par la section des Affaires Civiles de la MONUSCO, dans le but de réduire les tensions et éviter davantage de violence dans la chefferie du Bwito. Ce travail a permis d'ouvrir la voie aux efforts de la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO pour la réinstallation du chef de la chefferie du Bwito qui depuis janvier 2017 a ouvert son bureau administratif pour la première fois en deux ans.

Globalement, la coordination de l'UAS dans cette session et son suivi ont été essentiels pour gérer les sensibilités politiques des interventions dans la zone, en facilitant le partage d'informations, en créant du consensus, et en fournissant des opportunités de créer une synergie. Les partenaires d'alignement et du FCS ont ajusté la planification au contexte changeant et sensible et ont assuré une bonne répartition des ressources dans les zones qui en ont le plus besoin.



MONUSCO 2018

c) Ruzizi – dépasser les méfiances envers le processus de stabilisation

Dans la plaine de la Ruzizi, la dynamique du conflit est également ancrée dans des conflits de pouvoir et fonciers de longue date entre les communautés. Dans la plaine elle-même, les Barundi détiennent le pouvoir coutumier, mais sont une minorité (20%). Le groupe majoritaire, les Bafulero, a contesté cette autorité pendant des décennies, et a placé ses propres représentants pour administrer une grande partie de la plaine, en créant des administrations parallèles. Au sein des Bafulero et des Bijombo dans la région, des conflits de pouvoir similaires - internes ou entre différents groupes ethniques - génèrent également des tensions et des violences, tout en fournissant aux nombreux groupes armés actifs dans la zone un récit qu'ils utilisent pour nourrir leur légitimité et leur recrutement.

Le processus de Dialogue Démocratique dans la zone prioritaire de la Ruzizi a été aussi lancé dans un contexte où couve la méfiance et la rancœur ancrées entre et au sein des communautés. Comme à Kitshanga (voir ci-dessus), ceci est devenu évident à travers des communiqués et des lettres adressées aux autorités provinciales du Sud-Kivu, à la MONUSCO et aux partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS envoyés par les représentants des organisations de la société civile, des groupes de jeunes et des groupes ethniques. Les sentiments les plus couramment exprimés dans ces lettres étaient la peur et l'inquiétude sur le fait que l'ISSSS fournissait un soutien aux communautés sur une base discriminatoire et peut-être en fonction des ethnies. Plusieurs communiqués ont menacé d'empêcher la mise en œuvre des efforts de stabilisation dans la zone prioritaire.

Encart 7 : dépasser la méfiance envers l'ISSSS parmi les jeunes dirigeants dans la zone prioritaire Bwegera (« Plaine de la Ruzizi »)

Une session de sensibilisation a été menée par l'ISSSS dans le village de Bwegera (« Plaine de la Ruzizi ») et a mis les partenaires de l'ISSSS dans une situation particulièrement difficile. Tout comme cela a été le cas pour les sessions des autres villages, les partenaires ont été confrontés à de nombreuses idées erronées sur la nature de la programmation de l'ISSSS. A Bwegera, cependant, les dirigeants de la jeunesse du village ont tenu des propos particulièrement critiques à l'égard de l'ISSSS et étaient convaincus que le partenaire du projet favoriserait certaines communautés et certains groupes si le processus était autorisé à aller de l'avant. À un moment particulièrement tendu, les jeunes dirigeants ont menacé d'arrêter la session de sensibilisation par la force. Les représentants du Secrétariat Technique et ceux des autorités provinciales ont finalement été capables de négocier avec ces dirigeants pour calmer la situation et permettre à la session de continuer.

Vers la fin de 2017, les partenaires de l'ISSSS ont constaté que le changement radical dans l'attitude des leaders du mouvement de la jeunesse dans le village de Bwegera était directement attribuable à la multiplication de leurs efforts de sensibilisation. Le leader d'un mouvement de la jeunesse qui avait initialement dirigé l'opposition contre l'ISSSS est devenu un allié et un promoteur de l'ISSSS en comprenant mieux les intentions et les objectifs de la stratégie. Le partenaire local le reconnaît désormais comme un partenaire essentiel au projet.

Durant la majeure partie de 2017, le Secrétariat Technique et ses partenaires se sont focalisés sur la sensibilisation des communautés à travers une sensibilisation communautaire à l'attention des dirigeants des communautés et des autorités provinciales. En plus de travailler directement avec les autorités politiques, les partenaires ont aussi généralisé l'utilisation de programmes radiophoniques et l'engagement des médias pour atteindre un plus large public.

« Je suis honnêtement surpris d'avoir participé à une formation sur le leadership avec des gens d'une autre communauté. Cela m'a donné espoir sur le fait qu'une cohabitation pacifique est possible » (Membre de la communauté Bafulero)

À la fin de 2017, les partenaires de l'ISSSS au Sud-Kivu ont réussi de manière significative à réduire la suspicion parmi les membres et les dirigeants de nombreuses communautés à propos du processus de Dialogue Démocratique, grâce aux interventions de sensibilisation communautaire. De plus, le début

des activités de terrain en décembre 2017 a renforcé l'émergence d'une perception et d'une attitude positive envers l'ISSSS au sein des communautés et parmi les autorités. Les membres des communautés qui avaient été suspicieux auparavant, ont commencé à voir que le projet contribue à la paix et à la stabilisation dans la région et a le potentiel de fournir un espace pour un dialogue pacifique (voir encart 3 pour des informations sur les changements dans le village de Bwegera).

6.2.2. Préparer un soutien substantif aux autorités congolaises et aux populations locales – premières réalisations des piliers 2 à 5

Cette section fournit un aperçu sur le progrès de la mise en œuvre des interventions et des arrangements de coopération pour les piliers thématiques 2 à 5 de l'ISSSS par les partenaires de mise en œuvre. Alors que le processus de dialogue démocratique du pilier 1 est prévu pour générer un engagement et une adhésion des autorités statutaires congolaises, les dirigeants coutumiers / traditionnels, et les membres et les dirigeants des communautés locales dans le processus de stabilisation, les activités découlant des autres piliers de l'ISSSS visent à fournir des avancées tangibles sous la forme de savoir-faire, de compétences et de ressources nécessaires adressés aux bénéficiaires de l'ISSSS afin d'améliorer la façon dont sont résolues les moteurs du conflit et pour renforcer les capacités de gestion de conflit dans les zones prioritaires de l'ISSSS.

6.2.2.1. Résumé de l'étendue des projets pour les piliers 2 à 5 de l'ISSSS en 2017

Le tableau 1 fournit un aperçu des thématiques traitées dans les projets de l'ISSSS (c'est-à-dire, ceux financés par le Fonds de Cohérence pour la stabilisation (FCS) et ceux disposant d'un financement bilatéral) d'après le rapport aux quatre piliers.

Si l'on observe les piliers de l'ISSSS et ses projets, on remarque que les partenaires soulignent le renforcement des capacités et de la responsabilisation du gouvernement, en particulier, en matière de sécurité (c'est-à-dire, dans le cadre des piliers 2 et 3) et la gestion des ressources territoriales / naturelles (piliers 3 et 4). Ces sujets sont ciblés à la fois par les partenaires qui ont aligné leurs projets à l'ISSSS et par les partenaires dont les interventions reçoivent un financement de la part du FCS.

Les partenaires travaillant sur des domaines thématiques liés au pilier 4 de l'ISSSS ont mis l'accent sur le crédit, la cohésion sociale et la fourniture de possibilités d'accroissement des revenus pour les populations vulnérables au cours de 2017. Ceci a été suivi par un travail sur des solutions communautaires à la résolution des conflits fonciers, complétant les efforts fournis dans le cadre du pilier 3 pour développer la capacité des autorités nationales, provinciales et locales à garantir l'accès à la propriété.



Tableau 3 : Résumé de l'étendue des projets de l'ISSSS et axe principal thématique du projet en 2017 (projets financés par le FCS et financés de manière bilatérale (« alignés »)¹¹)

Zone prioritaire	Projet		Piliers de ISSSS			
	Titre (meneur de consortium)	Bailleur	P2 - Sécurité	P3 – Restauration de l'autorité de l'État	P4 – Retour, réintégration et relèvement socioéconomique	P5 - VBSG
Kitshanga (North Kivu)	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (meneur: ONU-Habitat)	FCS	N/A	Renforcer la performance et la responsabilité de l'administration au regard de la gestion foncière.	Création d'opportunités économiques communautaires alternatives, spécifiquement pour les individus à risques (ex-combattants et les jeunes) Accès à la terre, résolution de conflit, planification de l'usage de la terre, sensibilisation sur l'importance des lois	Changer les normes sur le genres et les comportements
	CISPE (meneur: OIM)	Pays-Bas	N/A	Contribuer à l'amélioration des relations État-communautés à travers une performance des services de sécurité	N/A	N/A
	FARM (meneur: Mercy Corps)	Pays-Bas	N/A	Renforcer la performance et la responsabilité de l'administration au regard de la gestion foncière	Accès au territoire, résolution de conflit, planification de l'usage de la terre, sensibilisation sur l'importance des lois Résoudre les défis et adresses les problèmes de sécurité alimentaire	N/A
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Confiance mutuelle entre les civils et les FARDC renforcée grâce à l'amélioration de la responsabilité des FARDC / services de sécurité		N/A	N/A
	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (meneur: International Alert)	FCS	Renforcer la performance et la responsabilité de l'administration au regard de la protection et la sécurité	Renforcer la performance et la responsabilité de l'administration au regard de la gestion territoriale	Réduction des conflits territoriaux, amélioration des services de gestion territoriaux	Transformation positive des normes genrées et des comportements
Ruzizi (South Kivu)	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Renforcement de la confiance entre les civils et les FARDC grâce à une amélioration de la responsabilité des services FARDC / sécurité		N/A	N/A
	Community Resilience to Violence (Peace Direct)	Allemagne	N/A	N/A	Création d'opportunités socio-économiques communautaires alternatives pour les populations vulnérables	N/A
Kalehe (South Kivu)	Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (meneur: UNDP)	FCS	N/A	Renforcer la performance et la responsabilité des autorités locales dans la fourniture de services	N/A	N/A
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Renforcement de la confiance entre les civils et les FARDC grâce à une amélioration de la responsabilité des services FARDC / sécurité		N/A	N/A
	ARC (meneur: ZOA)	Pays-Bas	Renforcer la confiance et la collaboration entre les services de sécurité (FARDC) et les communautés	Renforcer la performance, la responsabilité et la collaboration de l'administration locale et du Conseil de Sécurité, en matière de sécurité et de protection	Accès à la terre et création d'opportunités économiques communautaires alternatives en particulier pour les groupes vulnérables	N/A

11. C'est-à-dire, ce qui n'inclut pas les projets n'ayant pas encore terminé le processus d'alignement.

Tableau 3 : Résumé de l'étendue des projets de l'ISSSS et axe principal thématique du projet en 2017 (projets financés par le FCS et financés de manière bilatérale (« alignés »))

Zone prioritaire	Projet		Piliers de ISSSS			
	Titre (meneur de consortium)	Bailleur	P2 - Sécurité	P3 – Restauration de l'autorité de l'État	P4 – Retour, réintégration et relèvement socioéconomique	P5 - VBSG
South Irumu (Ituri)	Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (meneur: ONU-Habitat)	FCS	Renforcement de la confiance mutuelle entre les civils et les FARDC, grâce à l'amélioration de la responsabilité des services FARDC / sécurité	Renforcer la capacité technique et la relation État – citoyen au sein d'une gouvernance territoriale, minière et sécuritaire locale, avec une bonne gouvernance à l'échelle de la chefferie	Création d'opportunités économiques communautaires alternatives, spécifiquement pour les individus à risques (ex-combattants, femmes et survivants de violences sexuelles) Accès au crédit et à la planification financière améliorée Une agriculture et une pêche résiliente pour une cohésion sociale améliorée	Changer les normes de genre et renforcement de l'assistance dans le cadre de VSBG
	CISPE (meneur: OIM)	Pays-Bas	N/A	Contribuer à l'amélioration des relations État-communautés à travers une performance des services de sécurité améliorée et à travers une meilleure perception de ces services au sein des communautés	N/A	N/A
Mambasa (Ituri)	Amani ni nyiya ya maendeleo phase II (meneur: ONU-Habitat)	FCS	N/A	Gouvernance foncière, sécuritaire et administrative renforcée, de même qu'une responsabilité et une collaboration améliorée entre l'État et la population	Accès augmenté au crédit Cohésion sociale et résilience grâce à des opportunités économiques	Changer les normes de genre et renforcement de l'assistance dans le cadre de VSBG
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Renforcement de la confiance mutuelle entre les civils et les FARDC, grâce à l'amélioration de la responsabilité des services FARDC / sécurité	Renforcement de la confiance entre les civils et la PNC grâce à une meilleure responsabilité de même qu'une gouvernance améliorée à travers des comités et des plans de sécurité locaux	N/A	N/A

6.2.2.2 Points saillants des progrès opérationnels de l'ISSSS en 2017

Avec le progrès du Dialogue Démocratique (pilier 1, voir la section 2 ci-dessus) comme une condition préalable pour le soutien substantif aux autres piliers de l'ISSSS, de nombreux partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS ont concentré leur attention sur la finalisation des phases de commencement de leurs projets pour leurs travaux dans les piliers 2 à 5 de l'ISSSS. Cela étant, plusieurs partenaires ont réussi à aller au-delà de la phase de commencement, et ont été capables de commencer à offrir un soutien substantif aux bénéficiaires de l'ISSSS et de discuter, de manière substantive, avec leurs homologues à l'échelle locale, provinciale, nationale.

Dans ce rapport, nous voulons non seulement mettre l'accent sur les progrès des partenaires de l'ISSSS, non sur chaque pilier, mais de manière transversale entre piliers. C'est-à-dire, dans le but de mettre en avant les différentes manières que l'ISSSS met en place ses engagements avec les populations locales, les représentants de l'État, et des autorités traditionnelles/coutumières.

Pour cette raison, les principales réalisations de l'ISSSS sont présentées ci-dessous de manière regroupées selon quatre domaines thématiques :

- i. Un travail préliminaire pour assurer une mise en œuvre contextualisée du projet, à travers des études de faisabilité ou des évaluations besoins par exemple ;
- ii. Soutien pour améliorer la relation entre l'État (dans un sens large : institutions, administration, secteur de la sécurité etc.) et la société civile ;
- iii. Renforcement institutionnel, y compris du secteur de la sécurité ;
- iv. Autonomisation des populations locales, notamment à travers un travail de sensibilisation, de formation et d'amélioration des conditions d'accès aux moyens de subsistance.

Le tableau 4 montre comment chacun de ces domaines de réalisations est lié aux piliers thématiques 2 à 5 de l'ISSSS¹². Ces réalisations reflètent les efforts des partenaires de l'ISSSS ainsi que du Secrétariat technique de l'ISSSS.

Tableau 4 : résumé des principales réalisations thématiques de l'ISSSS sur l'ensemble des piliers en 2017				
Principaux domaines de réalisations en 2017	Piliers de ISSSS			
	P2 - Sécurité	P3 – Restauration de l'autorité de l'État	P4 – Retour, réintégration et relèvement socioéconomique	P5 - VBSG
1. Compréhension contextuelle du projets		Rencontres, missions de terrain, identification des structures existantes et des ateliers au sein des secteurs pour assurer un processus inclusif et participatif. Diagnostic institutionnel et étude typologique des conflits fonciers.	Coordination avec d'autres projets. Discussion avec les bénéficiaires pour identifier les besoins, les contraintes et les opportunités d'activités rémunératrices. Élaboration d'une analyse de marché sensible au conflit et des chaînes de valeur Établissement de comités communautaires pour la sélection des bénéficiaires.	
2. Renforcer la responsabilité et la capacité de réponse de l'État	Soutenir de meilleures et plus étroites relations entre les unités des FARDC et les communautés : activités de réconciliation, comités sécuritaires locaux.	Renforcer la relation État-citoyen au sein d'une gouvernance territoriale, minière et de sécurité locale. Mener des activités de réconciliation entre les populations et les FARDC pour reconstruire la confiance.	Création de commissions conjointes. Consultations multi partenariales. Développement de méthodes alternatives de résolution du conflit.	Soutien apporté aux tribunaux
3. Renforcement institutionnel	Sensibiliser les FARDC à leurs responsabilités de protection civile Changer les structures incitatives (incluant les mécanismes disciplinaires et les tribunaux militaires) qui influencent les actions des soldats et des officiers	Actions de développement des capacités pour l'administration et les forces sécuritaires; formation sur la conduite responsable et les comportements à adopter envers les civils. Distribution de matériel et d'équipements.		Formation des chefs coutumiers et locaux sur les lois et conventions relatives à la VSBG
4. Renforcement institutionnel		Activités pour améliorer l'implication des jeunes dans l'espace public Accès foncier et résolution de conflit	Accès amélioré et plus équitable aux opportunités, aux ressources et aux avantages socio-économiques Soutenir les coopératives de crédit. Renforcement des capacités pour ceux qui participent à des activités rémunératrices.	Amélioration de l'accès à la justice pour les survivants de VSBG, soutien aux cliniques judiciaires. Réhabilitation de bâtiments, activités de sensibilisation sur les changements comportementaux, sur la transformation des normes et sur l'identification de VSBG.

12. C'est-à-dire le ministre du Plan, le ministre des Finances et le Vice-gouverneur du Nord-Kivu.

Les sous-sections qui suivent dans ce rapport offre plus de détails sur les réalisations des partenaires de l'ISSSS pour chacune de ces quatre domaines de réalisations.

a) Études de faisabilité et évaluation des besoins (piliers 3 et 4)

Parmi tous les piliers, et dans tous les Zones Prioritaires, les partenaires ont mené des études de faisabilité en vue de mieux comprendre l'environnement d'intervention et se préparer au travail considérable à accomplir à partir de 2018. Les conclusions de ces évaluations ont alimenté l'amélioration et le raffinement des activités de projet, ont aidé à déterminer des priorités pour le renforcement des capacités et de formations, et à identifier les besoins dans la mise à disposition en matière d'infrastructure, d'équipements et de provisions.

À travers ces initiatives, les partenaires de l'ISSSS et le Secrétariat Technique de l'ISSSS se sont montrés capables de répondre de manière flexible aux besoins contextuels respectifs des bénéficiaires. À Mambasa, lorsque les mesures de l'atelier participatif ont montré que la délimitation antérieure n'était pas optimale, les partenaires se sont mis d'accord pour financer des actions prioritaires futures clés, à travers un fond de projet flexible supervisé par un comité composé de chefs locaux, de la société civile locale, de représentants de la communauté et des dirigeants religieux, ainsi que les partenaires du projet.

D'autres exemples de réalisations sont présentées dans le tableau 5, ci-dessous.

<i>Zone prioritaire</i>	<i>Principaux partenaire de l'ISSSS</i>	<i>Type de réalisation</i>	<i>Détails sur les réalisations</i>
Sud-Irumu	ONU-Habitat	Mise en œuvre d'un diagnostic de capacité (autorités locales)	Avec l'objectif de renforcer la capacité administrative des autorités locales, les partenaires de l'ISSSS ont mené un diagnostic des capacités en lien avec les besoins des agents de l'État qui devront être abordés afin d'améliorer leur capacité à fournir un service public de qualité. Parmi les faiblesses identifiées, il y a principalement : a) procédures insuffisantes pour gouverner la correspondance administrative et la production de documents officiels ; b) la mauvaise gestion des finances publiques locales, et c) la collecte tardive des recettes des entités territoriales décentralisées
Sud-Irumu	ONU-Habitat, membres du consortium	Identification participative des besoins	Les partenaires du projet ont lancé des discussions avec les bénéficiaires, notamment les jeunes et les femmes, pour identifier les besoins, les contraintes et les opportunités d'activités rémunératrices, incluant les besoins de renforcement de capacité. Les partenaires ont conduit une analyse de marché et des chaînes de valeur inclusive, participative et sensible au conflit à travers des groupes de discussions et des interviews avec des informateurs clés avec des producteurs, des vendeurs, des transporteurs, des agents techniques de l'État (agronomes et vétérinaires de chefferie), des autorités coutumières et administratives. Ils ont aussi mis en place des comités communautaires pour la sélection de bénéficiaires.
Ruzizi	Alerte Internationale, ZOA, IRC, SFCG, Handicap International	Coordination de l'aide	Pour éviter la duplication des efforts, les partenaires du projet pour le pilier 4 ont mené à une évaluation conjointe des activités de leurs projets dans la zone, et ont commencé à coordonner les progrès dans la recherche de marchés avec ZOA, IRC et SFCG, ou avec Handicap International sur la réhabilitation des routes.
Kalehe	OIM	Efficacité et durabilité	OIM a conduit une évaluation des routes pour mettre à jour les conditions de circulation et identifier les besoins essentiels en matière de réhabilitation. D'après le rapport de mission, l'OIM a discuté avec les autorités provinciales à propos d'une possible coopération pour conduire de manière conjointe le travail et la planification pour la maintenance.

b) Renforcement la responsabilité et la capacité de réponse de l'État (Piliers 2, 3 et 5)

À travers les zones prioritaires, les partenaires de l'ISSSS ont lancé des efforts visant à améliorer les relations entre l'État congolais et les communautés, en faisant des percées dans les différents défis face à la stabilité associés avec les piliers 2 (sécurité), 3 (restauration de l'autorité de l'État) et 5 (VSBG).

Les partenaires de l'ISSSS ont commencé à travailler sur la mise en place de structures et de processus pour augmenter la responsabilité et la capacité de réponse des agents de l'État envers les communautés qu'ils servent, en partie grâce à la création d'opportunités pour les citoyens d'être impliqués dans les processus politiques, mais aussi en renforçant la relation entre les représentants officiels et les membres de la communauté à l'échelle individuelle. Cela s'est fait principalement en rassemblant différents groupes à travers des événements de réconciliation, des processus de prise de décision participatifs, des programmes partagés, ou la création de comités incluant les forces de sécurité et la société civile.

D'autres partenaires ont concentré leur attention sur les forces de sécurité congolaises. Cela comprenait la réinstallation et la restructuration de Conseils de Sécurité locale dans 4 chefferies¹³ sur le territoire de l'Ituri, et 4 autres au Sud-Kivu¹⁴. Les partenaires ont aussi établi deux comités de base pour la Police Nationale Congolaise dans la zone prioritaire du Sud-Irumu, pour créer des opportunités supplémentaires d'engagement citoyen (pilier 3). Dans le cadre du pilier 2 (au Sud-Irumu), la redynamisation des quatre Comités Locaux de Sécurité Proximité, incluant les FARDC et la société civile, a eu un rôle important à jouer dans l'amélioration de la performance des FARDC, à la fois en termes d'informations, mais aussi en termes de responsabilisation. En Ituri et au Sud-Kivu, un partenaire aligné de l'ISSSS a mis en place des activités de réconciliation entre la population et les FARDC dans le but de reconstruire la confiance, ce qui a mené à la mise à jour d'un diagnostic de sécurité validé pour six chefferies et cinq plans de sécurité locale.

13. A savoir, à Bahema-Boga, Banylli Tshabi, Bahema du Sud et Bahema-Mitego

14. A savoir, à Kabare, Ngweshe et Kaziba et Buhavu

Tableau 6 : Progrès de l'ISSSS et réalisations en matière de renforcement de la responsabilité et de la réactivité de l'État en 2017

Zone prioritaire	Principaux partenaire de l'ISSSS	Type de réalisation	Détails sur les réalisations
Mambasa	ONU-Habitat, Secrétariat Technique de l'ISSSS	Résolution collaborative des conflits	L'ISSSS a soutenu deux Commissions territoriales en formant leurs membres aux méthodes alternatives de résolution de conflit et en sensibilisant le grand public à ce sujet. Les commissaires ont employé leurs nouvelles compétences afin de consigner un total de 30 conflits fonciers impliquant 326 foyers ¹⁵ dont 14 ont ensuite été résolus.
	ONU-Habitat	Encourager l'engagement État-civils	L'ISSSS a apporté son soutien pour la réalisation d'une série de tournois sportifs dans l'objectif de renforcer les relations entre les forces de l'ordre (incluant la PNC) et les communautés locales. C'est également le cas de plusieurs journées portes ouvertes dont l'objectif est de diffuser les informations relatives aux services étatiques, parmi lesquels l'administration foncière (cadastre, affaires territoriales, planification urbaine et résidentielle), l'administration territoriale, les services disponibles aux femmes et aux enfants ainsi que la mission attribuée à la police ¹⁶ .
	ONU-Habitat, Secrétariat Technique de l'ISSSS	Responsabilité de l'État à l'égard de la gestion foncière et des activités minières	Pour éviter la duplication des efforts, les partenaires du projet pour le pilier 4 ont mené à une évaluation conjointe des activités de leurs projets dans la zone, et ont commencé à coordonner les progrès dans la recherche de marchés avec ZOA, IRC et SFCG, ou avec Handicap International sur la réhabilitation des routes. Validation de sept Plans Locaux de Paix et de Développement pour renforcer l'administration locale, donnant la priorité à la planification et la mobilisation des ressources. Le partenaire de l'ISSSS a déjà initié l'établissement d'un comité consultatif au niveau territorial afin de soutenir la mise en œuvre des trois priorités définies dans lesdits plans.
Sud-Irumu	SFCG / OIM	Bâtir la confiance entre les civils et les forces de l'ordre	Un partenaire a lancé un processus de décision participatif sur la construction d'un sous-commissariat de la PNC dans la circonscription de Burasi, Sud-Irumu, faisant face à une dynamique de conflits complexes et à des défis techniques et de sécurité. À travers quelques rencontres bilatérales avec les acteurs sectoriels (ministre de l'Intérieur, PNC), quelques consultations des communautés ¹⁷ du Sud-Irumu, et un atelier de travail organisé par le partenaire de l'ISSSS, le processus a gagné la confiance des parties prenantes. Il en ressort d'ailleurs la construction d'un poste de police prévue au courant de l'année 2018 ¹⁸ .
Mambasa / Sud-Irumu	ONU-Habitat, Secrétariat Technique de l'ISSSS	Responsabilité de l'État à l'égard de la gestion foncière et des activités minières	L'ISSSS a été en mesure de démarrer des consultations entre plusieurs partenaires au sujet des mécanismes de surveillance des activités minières, un enjeu étroitement lié à l'accès aux ressources minières et aux possibilités de revenus équitable et durable qui y sont associées résultant de ces activités. Par une série de rencontres, à la fois à un niveau politique et technique, avec les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, le partenaire FCS et le secrétariat technique de l'ISSSS ont ainsi pu obtenir le soutien politique du gouverneur de la province et du ministre provincial des mines et des hydrocarbures pour la constitution d'une commission provinciale pour la surveillance des activités minières.
Kalehe	SFCG	Bâtir la confiance entre les civils et les forces de l'ordre	Installation et renforcement de 3 Conseils de Sécurité locaux et d'un Comité local de sécurité et de proximité alignés sur la stratégie commune de sécurité nationale et le développement d'un plan local de sécurité. Formation des partenaires (police, FARDC, autorités civiles, représentants des différentes communautés) pour améliorer le dialogue entre les civils et les forces de l'ordre et permettre aux civils de participer à la gestion du secteur de la sécurité
Ruzizi	SFCG	Bâtir la confiance entre les civils et les forces de l'ordre	Installation et renforcement de 6 Conseils de Sécurité locaux et de 3 Comités locaux de sécurité et de proximité alignés sur la stratégie commune de sécurité nationale et le développement d'un plan local de sécurité. Formation des partenaires (police, FARDC, autorités civiles, représentants des différentes communautés).

17. Lien avec le dialogue démocratique / Pilier 1.

18. Le Partenaire de projet a également mené des activités de réconciliation entre la population et les FARDC pour reconstruire de la confi-

c) Renforcement des institutions (incluant le secteur de la sécurité) (Piliers 2, 3 et 5)

Les partenaires du programme ISSSS, particulier au cours du 2^{ème} semestre 2017, ont commencé à rechercher un engagement avec les acteurs des agences de l'Etat, de l'administration locale et du secteur de la sécurité, avec pour but de renforcer leurs capacités, en vue d'améliorer les services offerts aux populations locales, dans les zones prioritaires du programme ISSSS. Ces initiatives soutiennent l'effort accompli par le Secrétariat Technique de garantir au Gouvernement l'implication dans les projets du programme ISSSS et dans le processus général de la stratégie.

Dans la province d'Ituri, une relation productive a été établie avec les autorités locales, afin de maintenir et de faciliter les efforts de renforcement des capacités, ceci grâce à plusieurs décisions :

- i. Rencontres continues bilatérales et par secteurs, entre le Secrétariat Technique du programme ISSSS et les partenaires de mise en oeuvre impliqués, ainsi que les autorités de la province sur des questions spécifiques ;
- ii. Le Comité Technique Conjoint – un mécanisme gouvernemental provinciale qui coordonne et informe tous les partenaires de mise en oeuvre du processus de stabilisation,
- iii. La mise en oeuvre d'un Groupe de Travail de Stabilisation mensuel, doté d'experts techniques issus de chaque ministère représenté
- iv. L'acte d'engagement sur la stratégie d'engagement politique entre le Gouvernement, les partenaires de l'ISSSS et le Secrétariat Technique de l'ISSSS ; et enfin
- v. La forte implication des autorités provinciale, incluant les représentants du gouvernement de la Province d'Ituri.

C'est la combinaison de tous ces facteurs qui a finalement mené le Gouverneur de Ituri à s'engager dans le processus de dialogue, qui a abouti à la convocation du Leadership Cohésive, en octobre 2017 (voir section 2). Tous ces processus continus et parallèles auront au final un impact sur l'engagement des autorités pour un travail important autour des 3 piliers, ce qui représente un **prérequis essentiel pour des résultats futurs, en lien avec la restauration de l'autorité de l'état** dans la province.

Les partenaires et le Secrétariat Technique de la province du programme ISSSS, à Sud-Kivu, ont poursuivi une approche similaire, également centrée sur l'établissement d'une relation productive avec les autorités de province, grâce à des rencontres en continu et à la création d'un Groupe de Travail de Stabilisation, à l'échelle de la province. Cependant, le Sud-Kivu a connu un **changement de direction politique** en 2017. Pendant 4 mois (à savoir, de juillet à octobre 2017), le gouvernement par intérim n'a pas été en mesure de soutenir activement la mise en oeuvre des projets de l'ISSSS. Le Secrétariat Technique de la province et les partenaires de l'ISSSS ont dû reporter les efforts de contact avec les nouvelles autorités provinciales, jusqu'au début du mois de novembre 2017. Cela a également permis la signature du tout premier acte d'engagement, dans le cadre du programme ISSSS, dans l'Est de la RDC (voir la section sur l'engagement politique, page 12).

Les partenaires de l'ISSSS ont également lancé leurs activités dans le but d'améliorer les connaissances, attitudes et comportements de la PNC, des FARDC et des autorités locales, en ce qui concerne la Protection des Civils (PdC), en prenant la décision en 2017 d'avancer la formation des officiers et soldats FARDC les principes de PdC.

Les mêmes mesures s'appliquent au renforcement des institutions des administrations foncière et des tribunaux. Dans la province de l'Ituri (Zone Prioritaire de Mambasa, Sud - Irumu), le FCS a financé des projets de l'ISSSS¹⁹, conformément au pilier 4, qui en sont aux étapes préparatoires, afin de soutenir le **développement des capacités de l'administration foncière** dans la zone prioritaire.

Le Tableau 7 fournit des détails complémentaires sur la progression de l'opérationnalisation de l'ISSSS, en lien avec le développement des capacités organisationnelles et du renforcement des institutions de l'Etat, dans les zones prioritaires du programme ISSSS.

Tableau 7 : Progression du Programme ISSSS et réalisations en termes de renforcement des capacités de l'Etat en 2017

Zone prioritaire	Principaux partenaire de l'ISSSS	Type de réalisation	Détails sur les réalisations
Sud Irumu	ONU-Habitat	Établissement de Comités de Base PNC & FARDC	Établissement de deux Comités de Base FARDC, qui forment les membres des FARDC aux normes et pratiques de la protection des civils. Chaque comité de base vise à entraîner environ 2400 soldats FARDC.
	SFCG	Entraînement, établissement de Comités de Base en PProtection des Civils	Le projet aligné "Lobi Mokolo Ya Sika IV" a atteint plus de 100,000 civils et FARDC, en créant six Comités de Base au sein des FARDC, formant les soldats à la PdC et à adopter une attitude responsable.
	ONU-Habitat	Formation à la décentralisation	15 Agents d'Entités Territoriales décentralisées (ETD), dans chacune des cinq chefferies / secteurs reformés sur des points liés à la participation citoyenne à la décentralisation et à la gouvernance locale ; le stockage et la gestion des documents administratifs, la pratique administrative territoriale et les règles d'éthique, les finances publiques locales et le code de bonne conduite de l'agent public d'état. Les partenaires du programme ISSSS ont commencé à engager des fonctionnaires au sein des premières étapes des activités de formation destinées aux entités territoriales décentralisées. À Mambasa, le personnel des ETD a été formé aux procédures d'accès à la propriété et aux clauses légales territoriales ²⁰ .
	ONU-Habitat	Fourniture de matériel et d'équipement	Fourniture d'équipements aux ETD, tels qu'un générateur, ordinateur portable, imprimante multifonctions, ainsi que des fournitures de bureau. L'appui matériel de la police dans la zone, en termes de transport, communication, et la rénovation du bâtiment, pour permettre aux officiers de police de travailler dans un environnement doté de conditions de travail adaptées.

19. FCS du Sud-Irumu et FCS Kitshanga

20. Tel que le traitement des documents de transfert de terres, lorsque les échanges sur les droits fonciers aboutissent à redéfinir l'accès foncier entre les parties.

Tableau 7: Progression du Programme ISSSS et réalisations en termes de renforcement des capacités de l'État en 2017

Zone prioritaire	Principaux partenaire de l'ISSSS	Type de réalisation	Détails sur les réalisations
Mambasa	ONU-Habitat	Assistance aux tribunaux	Formation juridique via les cliniques juridiques et les associations de la jeunesse, afin de changer les attitudes et les comportements négatifs des hommes vis-à-vis des femmes. Assistance à la procédure des Tribunaux Mobiles, qui ont jugé 14 cas de VSBG. 12 agresseurs ont été condamnés à une peine de prison, une des plaintes a été rejetée par manque de preuves, et un procès a été reporté pour problème de santé. De plus, 19 cas de VSBG ont fait l'objet d'enquêtes par le bureau du procureur du tribunal de Paix de Mambasa, et déferés au Bureau du Procureur de Bunia. Sur la base de ces enquêtes, 10 affaires ont été jugées au Tribunal de la Haute Cour de Bunia, donnant lieu à 6 jugements : 4 peines de prison, 1 acquittement et une affaire furent déferés au tribunal pour enfants. Les affaires restantes font toujours l'objet d'enquêtes.
	ONU-Habitat	Fourniture de matériel et d'équipement	À Mambasa, le fonds FCS a été utilisé pour débiter la réhabilitation de le tribunal de Mambasa et le bureau du procureur qui lui est rattachée, puisque, en 2015, un incendie avait gravement endommagé le bâtiment. Les entrepreneurs potentiels souhaitant se proposer pour réaliser le projet ont participé à une visite du site en novembre 2017. La réhabilitation vise à améliorer les conditions de travail des juges et du personnel judiciaire, et de créer un meilleur accès aux services juridiques.
Kalehe	PNUD	Fourniture de matériel et d'équipement	La fourniture et le transport de panneaux solaires et de mobilier au poste de police local, afin d'améliorer l'environnement de travail de 60 officiers de police. L'accompagnement à la formation est programmé pour le premier trimestre 2018, afin de rafraîchir et de mettre à jour les capacités techniques des officiers de police.
Kalehe & Ruzizi	Secrétariat Technique de l'ISSSS, Réforme du Secteur Sécuritaire de la MONUSCO, Section des Affaires Civiles de la MONUSCO	Formation à la sécurité de la communauté et à la coordination de l'assistance à la sécurité	Différentes formations et ateliers thématiques portant sur la sécurité à l'échelle de la communauté, destinées aux représentants des partenaires chargés de la mise en œuvre, à la société civile et aux ministères de tutelle. La formation est menée par le responsable du Secrétariat Technique du Programme ISSSS. Les ateliers venaient renforcer l'harmonisation des composantes de sécurité pour la communauté, grâce aux règles de sécurité nationale. Les parties prenantes à l'ISSSS dans la zone prioritaire ont amélioré la planification de leurs interventions, à la fois sur le plan technique et géographique, en maximisant la complémentarité et les synergies avec les objectifs finaux, visant à augmenter l'efficacité et l'impact.
	Secrétariat Technique de l'ISSSS et tous les partenaires	Coordination et efficacité en matière de gestion territoriale	Ateliers thématiques portant sur les questions de gestion foncière et autres interventions liées au secteur foncier, afin d'améliorer la sensibilisation et la compréhension de la division du travail dans le secteur foncier, et des opportunités de coordination des efforts pour améliorer les synergies et la complémentarité. La décision a été prise de joindre les efforts en vue d'un vote pour une loi provinciale sur la gestion foncière, afin de protéger les droits des populations les plus vulnérables.

d) Soutenir et rendre les populations locales autonomes (piliers 3, 4 and 5)

Finally, the partners of the ISSSS have directly supported and enabled the members of local populations in the priority zones of the ISSSS, in particular through the means covered by pillars 3, 4 and 5. The partners have started to sensitize the communities to their rights and responsibilities and to give them the means to ensure access to property, natural resources or legal services, and to improve their access to credit.

The projects have used different ways to sensitize the communities to their rights and civic duties. The project financed by the FCS in the Sud-Irumu (pillar 2) engages the civil populations through mobile cinemas and radio programmes to attract their attention to their roles and responsibilities in the support of a safe and peaceful environment. A project of pillar 5 in Ituri has produced 40 emissions with the Radio Amkeni, to promote positive changes in social norms such as gender equality, the prevention of VSBG, and other relevant thematic issues. Half of these emissions have been recorded by representatives of Legal Clinics, Legal Clinics, Bureau of the Prosecutor and the Tribunals. The project has also welcomed three large public formations and sessions of sensitization on the fight against child marriages and legal and physical violence, which gathered a total of 730 people (121 women, 161 men, 197 young women and 251 young men).

In response to the needs of women and vulnerable girls, the partner of the ISSSS financed by the FCS in the Sud-Irumu has launched a campaign to promote the change of social and behavioral norms related to VSBG. It has established 3 groups of men, reaching 45 men (15 men per group) in the chefferies of Walese Vonkutu, Andisoma and Bahema. A training was held for 105 traditional and local authorities on the subject of laws and international conventions on VSBG. This same training was given 18 times during the year 2017 and gathered a total of 2329 people in the chefferies of Walese Vonkutu, Andisoma and Bahema. The consortium has also adopted a specific approach based on the gender in the recruitment of personnel.

The improvement of access to secured property and natural resources and the overcoming of constraints related to conflicts in the aptitude of beneficiaries to generate income from land assets through agricultural activities have been among the main axes of the partners of the ISSSS in 2017. Some of the efforts are inscribed at the same time in pillar 3 and pillar 4. More broadly, several projects have been implemented to improve access to quality public services, in the sectors of land administration, but also in the security (law enforcement and justice).

Les partenaires de l'ISSSS ont de plus promu un meilleur accès à la justice pour les citoyens RDC, notamment à travers la provision en aide juridique. Le partenaire Mambasa de l'ISSSS (Pilier 5) a soutenu les Cliniques Juridiques où un total de 74 cas de violence sexuelle ont été enregistrés (68 victimes femmes et 6 victimes hommes). Parmi ces cas, 53 cas sont actuellement sujets à une enquête. 28 de ces derniers sont devant le bureau du Procureur qui est lié au Tribunal Militaire Garisson de l'Ituri, 13 sont sous enquête tenue par la Cour Suprême de l'Ituri ; 12 cas sont devant le Tripaix de Mambasa. Le projet a signé un mémorandum d'entente avec les Cliniques Juridiques et a formé un total de 40 leaders communautaires pour soutenir les survivants de VSBG à travers des procédures d'enregistrement, préparation et suivi du processus judiciaire.

Un autre objectif pour les partenaires ISSSS en 2017 a été le lancement d'activités pour améliorer l'accès au crédit dans les zones prioritaires ISSSS, un besoin accru pour la population dans ces secteurs-là. Des données issues de l'étude de base de l'ISSSS montrent qu'en moyenne seulement environ 1 adulte sur 10 a accès au crédit quand il est nécessaire.

Tableau 8: Progrès et réalisations de l'ISSSS dans le soutien et l'autonomisation des populations locales en 2017

<i>Zone prioritaire</i>	<i>Partenaire principal de l'ISSSS</i>	<i>Type de réalisation</i>	<i>Détails sur les réalisations</i>
Kitshanga	UAS	Transformation de conflit	L'UAS héberge de deux projets CVR dans le Nord Kivu, l'un à Rubaya (Masisi) et l'autre aux axes Bunagana/Nyamilima (Rutshuru). Ces projets ont permis de compléter les interventions existantes dans ces secteurs qui sont à la fois sensibles aux conflits et qui adressent les dynamiques de conflit. Le projet Rutshuru est dans la lignée d'un projet de stabilisation financé par l'Allemagne complémentaire à l'ISSSS et qui renforce et habilite les organisations locales, contribuant à la transformation de conflit dans cette zone. Dans le cas du Rubaya, le projet sert à diminuer les conflits portant sur les ressources naturelles (l'eau) d'une manière tangible.
Sud-Irumu	ONU-Habitat	Accès au crédit	Une demande importante parmi la population pour l'établissement et revitalisation des coopératives de crédit (connu sous le nom de Mutuelles de Solidarité (MUSO)) ont conduit les partenaires de l'ISSSS en charge du projet à inscrire leurs groupes dans leur programme de crédit, au-delà des limites initialement prévues. Finalement, le partenaire a sélectionné 94 groupes pour les soutenir en octobre 2017, à savoir, 71 nouveaux groupes et 23 groupes existants qui avaient besoin de revitalisation. Les femmes représentent près de 40% des 1 700 membres de ces groupes.
Mambasa	ONU-Habitat	Accès au crédit	Les partenaires de l'ISSSS ont pu consolider leur travail initié sous les phases pilotes financées par le FCS de deux projets de l'ISSSS. Mettant en évidence l'aptitude des coopératives de crédit à se maintenir après la fin du soutien extérieur, environ 80% à 85% des MUSO qui avaient été établis durant la première phase des projets de l'ISSSS étaient toujours fonctionnelles lors du lancement des nouvelles phases ; à savoir, 34 coopératives à Kalehe, et 36 à Mambasa.
Kalehe	PNUD	Accès au crédit	Mambasa
Mambasa	ONU-Habitat	Création d'activités génératrices de revenus	Le renforcement des capacités des participants dans les activités génératrices de revenus, avec l'identification de 500 foyers bénéficiaires éligibles groupés en 3 organisations de fermiers, et la distribution de 3 445 coupons ; la formation de 120 personnes (64 hommes, 56 femmes) en techniques agricoles, la distribution de 150 chèvres, graines et nourriture et la création de 11 étangs piscicoles.
Mambasa & Sud-Irumu	ONU-Habitat	Regagner à la terre	Les partenaires de l'ISSSS ont initié un processus de médiation avec les autorités locales et coutumières pour améliorer l'accès à la terre pour les Pygmées, les groupes producteurs (composés essentiellement de femmes) et les femmes chefs de ménages. Les partenaires ont été capables de faciliter la signature d'un accord formel entre des parties autrefois en conflit, qui leur a permis de récupérer et sécuriser leurs droits fonciers à travers un Certificat d'Enregistrement. Au total, 160 des 165 bénéficiaires qui ont participé au projet (c'est-à-dire, 97%) ont été capable de regagner l'accès à la terre à travers ce processus de médiation.



7. Les ressources de l'ISSSS

7.1 Réalisations du Secrétariat Technique de l'ISSSS

En 2017, l'ISSSS a continué à recevoir un important soutien de la part d'acteurs internationaux, avec plusieurs nouveaux partenaires qui ont rejoint à la fois le FCS et le portefeuille aligné. La Suède et l'Allemagne sont devenus les nouveaux donateurs du FCS avec des contributions financières respectives de 5 236 788 et 1 482 012 dollars. Trois des quatre donateurs initiaux ont confirmé le renouvellement de leur participation financière (le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Norvège), élevant le montant total des contributions reçues en 2017 à 14,957,268 dollars (voir le tableau ci-dessous). Cela représente une augmentation de 60% si l'on compare aux contributions initiales reçues en 2015 et si l'on élargit la base de partenaires à six donateurs.

Le processus d'alignement s'est aussi développé en 2017. Avec le cadre d'alignement désormais totalement opérationnel, le volume total de financements pour les interventions alignées et « alignables » de l'ISSSS est passé de 84 millions en 2016 à 120 millions de dollars en 2017, ce qui représente une augmentation de 43%. Les États-Unis, l'Allemagne, le PNUD/MONUSCO en partenariat avec la province du Nord-Kivu comptent parmi les nouveaux partenaires.

L'ensemble des contributions financières reçues pour la mise en œuvre de l'ISSSS s'élève à ce jour à près de 179 millions de dollars (voir tableau ci-dessous).



MONUSCO 2017

Tableau 9: Résumé des contributions financières faites à l'ISSSS révisée

Partenaires de l'ISSSS	Contributions financières avant 2015	Contributions financières au FCS		Contributions bilatérales à travers des programmes/ projets intégrés	Autres contributions financières	Total des contributions
		Contributions initiales (2015)	Nouvelles contributions (2017)			
Fonds pour la consolidation de la paix	7 999 967	12 000 000				19 999 967
Royaume-Uni		8 277 500	4 601 719	24 202 283	3 800 000	40 881 502
Pays-Bas	2 000 000	4 000 000	1 000 000	62 843 061		69 843 061
Norvège	1 000 000	1 030 397	2 636 749			4 667 146
Suède			5 236 788	10 000 000		15 236 788
Allemagne	2 200 000		1 482 012	1 688 843		5 370 855
Union européenne	2 200 000					2 200 000
États-Unis				19 500 000		19 500 000
PNUD, MONUSCO, Province du Nord-Kivu				1 409 000		1 409 000
Total	15 399 967	25 307 897	14 957 268	119 643 187	3 800 000	179 108 319

Chiffres du FCS et répartitions

Le montant total des contributions au FCS s'élève aujourd'hui à 40 265 165 dollars, dont 23 161 763 dollars (environ 60%) ont été répartis entre cinq programmes opérationnels de stabilisation.

En 2017, sur les fonds restants disponibles pour la planification de la stabilisation (16 millions de dollars), un montant de 7 560 000 dollars a été approuvé pour le nouveau programme de stabilisation au Beni (Nord-Kivu). De plus, l'année 2017 a vu quatre projets de soutien opérationnel être approuvés pour un budget global de 927 781 dollars. Cela signifie qu'environ 7,5 millions de dollars sont encore disponibles pour des planifications additionnelles en 2018 et au-delà.

La dotation programmatique pour la zone prioritaire au Beni correspond à une enveloppe flexible comprise entre 5 et 7 millions de dollars. L'objectif de cette approche flexible est de tirer le meilleur de cet argent de la part des potentiels partenaires opérationnels, en se basant sur leurs capacités organisationnelles et leurs besoins identifiés pour chaque objectif spécifique

au courant d'évaluations menées dans les zones prioritaires durant l'appel à propositions.

En ce qui concerne le soutien opérationnel aux projets, le premier projet de 143 466 dollars couvre les coûts directs du PNUD pour mener à bien leurs rôles et responsabilités comme agent gestionnaire pour le FCS. Le second projet correspond à un total de 234 315,88 dollars et soutient les coûts opérationnels de la cellule du FCS, qui avait la responsabilité principale de la gestion du FCS. Ce projet est en accord avec les 3% facturés sur les contributions du FCS pour les fonctions opérationnelles du Fonds. Le troisième projet est un projet de soutien valant 250 000 dollars, pour que le Secrétariat Technique de l'ISSSS améliore l'engagement politique, la mobilisation communautaire et la communication stratégique et le renforcement des capacités du STAREC. Le projet final est une contribution de 300 000 dollars pour la collection de données du HHI, dans six zones prioritaires jusqu'en juillet 2019.

Répartition totale des fonds en 2017	8,487,781.88
Dotation programmatique : Beni du Nord (dont 8% pour les agents de gestion)	7,560,000.00
Projet de soutien opérationnel 1 : coûts administratifs des agents gestionnaires	143,466.00
Projet de soutien opérationnel 2 : cellule du budget du FCS	234,315.88
Projet de soutien opérationnel 3 : soutien au Secrétariat Technique de l'ISSSS	250,000.00
Projet de soutien opérationnel 4 : projet de récupération et de collection de données de l'HHI	300,000.00

Plans d'expansion du FCS

L'année 2018 va requérir que le Secrétariat Technique conduise des analyses détaillées du conflit, de même qu'une révision du portfolio d'alignement dans le but de déterminer où le FCS devrait investir et avec quel volume de financement. Durant le premier trimestre 2018, le Secrétariat Technique de l'ISSSS va coordonner des ateliers provinciaux pour réviser la priorisation des sept zones prioritaires restantes qui n'ont pas été activées et pour évaluer si dans le nouveau contexte politique et sécuritaire d'autres zones, qui n'avait jusque-là pas été identifié doit être pris en considération. Il est prévu que cette priorisation géographique mise à jour des zones de stabilisation soit présentée au CAN début 2018 pour les données d'entrée et la validation. De manière simultanée, en se basant sur ce travail, le Secrétariat Technique fera une recommandation au CAN sur les manières d'investir le montant restant au FCS en 2018.



8. Travailler ensemble pour la Stabilité à l'Est du Congo

La stratégie multi-acteurs de l'ISSSS est rendue possible grâce à des partenariats solides. En 2017, conformément aux recommandations de la revue stratégique de la MONUSCO, l'UAS s'est engagée plus activement avec l'équipe pays des Nations Unies pour ouvrir la discussion sur une transition de la coordination de l'ISSSS de la MONUSCO vers l'UNCT. Alors que la majorité des partenaires actuels de mise en œuvre du programme ISSSS sont des agences de l'ONU (environ 60%), des défis clés ont été identifiés et doivent être résolus avant qu'une procédure de transition complète soit enclenchée. La capacité d'analyse en profondeur du conflit, d'engagement politique ou la coordination civil/militaires ont été cités comme d'importants prérequis pour assurer que les conditions soient en place pour que la transition ait lieu.

L'UAS a aussi continué à travailler en partenariat avec les États Membres, en particulier ceux engagés activement dans l'ISSSS, et a tenu des échanges réguliers dans le cadre stratégique élargi de stabilisation. Compte tenu du contexte changeant depuis la mise en place de l'ISSSS révisé en 2014, le Secrétariat Technique de l'ISSSS et ses partenaires ont identifié le besoin de révision des piliers de l'ISSSS et le besoin d'échange sur les bonnes pratiques et les défis de la mise en œuvre, de l'évaluation et de la durabilité des programmes de stabilisation. Une méthodologie participative a été établie pour conduire cette révision début 2018, partagée avec le STAREC en Février de cette année.

La méthodologie de l'ISSSS est aussi reflétée de manière croissante dans certaines politiques des États membres et a déjà été utilisée comme une référence de bonnes pratiques en matière d'approche intégrée et holistique faisant face aux dynamiques de conflit et se focalisant sur l'engagement politique. Par exemple, l'approche à la stabilisation dans le Cadre Stratégique de la Norvège pour l'engagement dans la prévention des conflits, la stabilisation et la capacité de résistance dans les pays et les régions affectés par le conflit et la fragilité tirent énormément de l'approche de l'ISSSS et de ses principes fondamentaux.

Le cadre général sera divisé par régions et/ou plans spécifiques à un pays, permettant de mieux intégrer l'approche de l'ISSSS et sa mise en place opérationnelle sur le terrain. Dans la même veine, la Suède a récemment adopté une nouvelle stratégie pour une paix durable (août 2017), qui se concentre sur le fait de contribuer à une meilleure prévention des conflits armés, une résolution efficace des conflits, une paix durable et une reconstruction étatique ainsi qu'à une sécurité améliorée dans les États fragiles et affectés par les conflits, de même que l'augmentation de l'influence des femmes, des jeunes, des enfants et des autres groupes exclus dans ces situations.

La stratégie a particulièrement bien intégré l'approche de l'ISSSS avec son accent sur les initiatives de dialogue ainsi que l'accent porté sur le fait de capitaliser les dividendes de la paix à l'échelle nationale et locale. En tant que nouveau donateur du FCS, la Suède est engagée à assurer une compréhension commune du concept de stabilisation et comment ce dernier est lié à la stratégie de « paix durable » au sein de « l'équipe Suède », à la fois sur le terrain et dans la capitale. Soutenir la mise en œuvre opérationnelle de l'ISSSS est une priorité de l'Ambassade à Kinshasa et, à titre d'exemple, les projets soutenus dans le cadre des résultats sur « l'amélioration de la

sécurité humaine et la prévention de l'émancipation de la violence » dans le cadre de la stratégie de développement de la coopération suédoise avec le gouvernement de la RDC est encouragée à chercher un alignement avec l'ISSSS partout là où c'est possible. Il est ensuite fait référence à l'ISSSS comme à une approche particulièrement développée de l'analyse et la planification de stabilisation dans le soutien du Royaume-Uni aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

De la même manière, l'ISSSS est aussi pensé considéré dans le cadre du Plan Stratégique Multi-Annuel hollandais pour la région des Grands Lacs et dans le cadre stratégique hollandais sur « le Fond pour remédier aux causes profondes des conflits ». Ces deux documents mettent l'accent sur le besoin de cibler les causes profondes du conflit, l'instabilité et la migration irrégulière dans les États fragiles, et cherchent à résoudre les dynamiques du conflit de manière identique à celle identifiée par l'ISSSS. De plus Par contre, l'approche de la stabilisation du gouvernement du Royaume-Uni, contrairement à l'ISSSS, est aussi guidée par l'objectif de promotion de l'autorité politique légitime, utilisant une combinaison d'actions intégrées avec les civils et les militaires pour réduire la violence, ré-établir la sécurité, et se préparer pour une récupération de long-terme.

De la même manière, l'ISSSS est aussi pensé considéré dans le cadre du Plan Stratégique Multi-Annuel hollandais pour la région des Grands Lacs et dans le cadre stratégique hollandais sur « le Fond pour remédier aux causes profondes des conflits ». Ces deux documents mettent l'accent sur le besoin de cibler les causes profondes du conflit, l'instabilité et la migration irrégulière dans les États fragiles, et cherchent à résoudre les dynamiques du conflit de manière identique à celle identifiée par l'ISSSS. De plus, dans les directives de la politique du « Fonds pour remédier aux causes profondes du conflit », pour le déboursement de fonds pour la RDC, l'ISSSS est positionné au niveau du le cadre de référence encadrant les interventions de stabilisation au Congo de l'Est et une référence particulière est faite à son analyse détaillée du conflit ainsi qu'à l'ensemble de ses stratégies provinciales et ses plans d'action.

Ce cadre indique un peu plus loin que les Pays-Bas cherchent à « mener une intervention holistique qui résoudra les causes profondes du conflit depuis plusieurs angles d'attaque, résultant en une augmentation tangible de la sécurité et de la stabilité dans les zones prioritaires de stabilisation sélectionnées par l'ISSSS ». Enfin, les mesures de stabilisation dans les lignes directrices sur la prévention des crises, la résolution des conflits, la construction de la paix du gouvernement fédéral allemand, indiquent « rechercher à soutenir les processus de soutien politique à la résolution de conflit, tout en fournissant une motivation pour les parties de cesser l'engagement dans les conflits armés ». Cela est aussi en accord avec l'accent mis par l'ISSSS sur l'engagement politique pour assurer la durabilité des interventions opérationnelles.

De plus Par contre, l'approche de la stabilisation du gouvernement du Royaume-Uni, contrairement à l'ISSSS, est aussi guidée par l'objectif de promotion de l'autorité politique légitime, utilisant une combinaison d'actions intégrées avec les civils et les militaires pour réduire la violence, ré-établir la sécurité, et se préparer pour une récupération de long-terme.



L'ISSSS au sein des cadres globaux

En 2017, les Nations Unies ont accueilli la vision du Secrétaire Général Antonio Gutierrez sur la réforme de l'architecture de paix et de sécurité des Nations Unies se basant sur les changements déterminants recommandés dans le cadre du rapport HIPPO de 2015 pour étayer ses priorités.

En janvier 2017, il s'est adressé au Conseil de Sécurité en mettant en lumière le besoin d'élaborer une nouvelle approche de la paix et la sécurité et de prioriser la prévention de conflits et la sécurité durable, « un retour aux sources – renforcer les institutions et construire des sociétés résistantes ».

Pour compléter ces valeurs, l'ISSSS cherche à délivrer de dividendes tangibles de la paix et à renforcer des processus politiques pour promouvoir la stabilité et la paix durable. Cela est aussi en accord avec les révisions les plus récentes et les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies liées aux opérations de paix et l'architecture de maintien de la paix des Nations Unies, qui reconnaît que le développement, la paix, la sécurité et les droits de l'homme sont interconnectés et se renforcent mutuellement. ; Les opérations de paix doivent se concentrer sur les politiques, les personnes et les partenariats, et donc une approche compréhensive est nécessaire pour maintenir durablement la paix, surtout à travers la prévention du conflit et en remédiant aux causes profondes.

En plaçant le dialogue démocratique au cœur de son cadre, l'ISSSS soutient les gouvernements nationaux et provinciaux en capitalisant sur les ressources disponibles et en fournissant des conseils et des analyses, afin de permettre une appropriation politique du processus de paix. De plus, l'ISSSS capitalise les gains sécuritaires en empêchant un retour au conflit en adoptant des méthodes rigoureuses d'analyse du conflit, en promouvant la restauration de l'autorité de l'État, en facilitant le retour et la réintégration des déplacés en interne,

et en combattant la violence sexuelle et basée sur le genre (une dimension accablante du conflit en RDC). Menant ses efforts avec le Gouvernement, des partenaires internationaux et nationaux, l'ISSSS joue un rôle clé appréciable dans la création de conditions pour une meilleure gouvernance, un développement à long terme soutenu et au final, une paix durable.

De plus, l'ISSSS est étroitement aligné avec l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, mais aussi l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, ce qui amène à penser que l'engagement des femmes et de la jeunesse et leurs voix sont essentiels à tous les niveaux pour créer un futur exempt d'insécurité et de conflit, pour éviter la manipulation de ces groupes. L'ISSSS est fondé sur l'engagement d'amener la participation des femmes et leur leadership au cœur des efforts de paix et de sécurité et de protéger les droits des femmes et des filles pendant et après les conflits. En plus de cela, l'ISSSS assure une planification sensible au genre ainsi qu'une réponse coordonnée de tous ceux qui sont impliqués dans le combat contre les VSBG.

Enfin, l'ISSSS est en accord avec le programme 2030 pour le Développement Durable et en particulier, son 16ème objectif en matière de Paix, Justice et Institutions, adopté par les dirigeants du monde en 2015, qui est considéré comme un plan pour faire de ce monde un endroit plus équitable, durable et vivable. L'objectif 16 des Objectifs de Développement Durable souligne l'importance de la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, l'accès à la justice pour tous, et à la construction d'institutions efficaces, responsables à tous les niveaux. En soutenant le gouvernement dans l'avancement des processus de paix, dans la réduction des menaces à la sécurité, au renforcement des institutions publiques et à la construction de sociétés résistantes, l'ISSSS apporte une contribution positive et constructive à la mise en œuvre de cet objectif spécifique.



9. Perspectives pour 2018

En 2018, le Secrétariat Technique de l'ISSSS continuera à soutenir et coordonner le déploiement de l'ISSSS. D'abord, il soutiendra de manière étroite la mise en œuvre des programmes existants et supervisera la finalisation du prochain programme à Beni, qui devrait être lancé d'ici la fin du second trimestre de 2018. Un engagement politique amélioré avec les acteurs du conflit sera essentiel pour l'impact et la durabilité de ces programmes. Par conséquent, en 2018, le Secrétariat Technique de l'ISSSS, avec le soutien du Leadership de la MONUSCO, continuera de à promouvoir plus d'engagement gouvernemental et de à prôner la validation et la mise en œuvre d'actes d'engagement avec les autorités, tant à l'échelle nationale que provinciale.

En outre, l'accent sera mis sur le suivi des résultats à travers le cadre du S&E de l'ISSSS, et sur les leçons apprises, spécialement en ce qui concerne la stratégie d'engagement politique au Sud-Irumu comme modèle pour les autres zones prioritaires. À cet effet, une seconde enquête sur la pratique de la stabilisation sera faite, avec le soutien de la Division des politiques stratégiques, de l'évaluation et de la formation du Département des Opérations de Maintien de la Paix. Rassembler des preuves de la plus-value et des limites de l'ISSSS comme une approche de stabilisation des communautés en conflit est d'autant plus vital, compte tenu des plans d'expansion futurs, du processus de changement d'échelle de l'approche et de la méthodologie à la fois au sein et potentiellement au-dehors de la RDC.

À la mi-2018, une revue participative des piliers et des zones prioritaires actuels de l'ISSSS sera menée, à la lumière du contexte changeant de l'ISSSS depuis sa dernière révision en 2012. L'ISSSS, vue comme une approche, nécessite de rester flexible pour être capable de fournir la réponse la plus appropriée face à un contexte socio-économique et politique changeant.

Renforcer nos partenariats et notre coordination avec les acteurs de la stabilisation travaillant dans les zones prioritaires de l'ISSSS et investir ensuite dans le renforcement de leurs capacités sera une autre priorité en 2018, qui visera à maximiser l'impact des interventions de stabilisation sur le terrain. Le Secrétariat Technique de l'ISSSS continuera à soutenir les mécanismes de coordination existants dans les différentes zones, à maintenir des réunions de coordination avec les partenaires opérationnels, les agences de l'ONU, les ONG, les sections de la MONUSCO et les autres acteurs clés, tout en fournissant une assistance technique et de la formation. De plus, une collaboration plus large avec l'UNCT et le Gouvernement de la RDC sera priorisé, pour garantir le fait que l'ISSSS soit cohérent avec les priorités nationales et soit représenté dans les plans nationaux comme le livre 3 du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement 2019-2023, tous deux en préparation.

Enfin, conformément aux recommandations de l'évaluation stratégique de la MONUSCO, le Secrétariat Technique de l'ISSSS, en consultation avec ses partenaires clés, développera une feuille de route détaillée dans le but de rendre les plans d'expansion et de transition de l'ISSSS opérationnels.



10. Les ressources de l'ISSSS

I: Vue d'ensemble des rencontres et décisions des CAPs

FCP	Date	Résumé des décisions
Nord-Kivu	24 février 2017	Le CAP a sélectionné le consortium dirigé par ONU-HABITAT pour mettre en œuvre la seconde partie du programme de Kitshanga. De plus, le CAP a requis que le Secrétariat Technique de l'ISSSS soutienne le consortium pour finaliser la proposition finale. Le CAP a approuvé une note de plaidoyer qui sera présentée au CAN pour demander un financement pour le programme du Nord-Beni.
	21 juin 2017	Basé sur une évaluation interne du programme sur le Dialogue Démocratique à Kitshanga mise en œuvre par l'ONGI Alerte Internationale et d'autres partenaires, le CAP a approuvé les changements apportés au programme. Le CAP a approuvé les changements finaux dans la seconde partie du programme du Kitshanga et le budget de 3 millions de dollars permettant au consortium mené par ONU-Habitat de démarrer la phase de mise en œuvre.
	26 octobre 2017	L'appel à manifestation d'intérêt a été approuvée par le FCP pour le programme de Beni avec une enveloppe flexible, comprise entre 5 et 7 millions de dollars
Sud-Kivu	26 janvier 2017	Le CAP a sélectionné le consortium dirigé par l'ONGI Alerte Internationale pour la mise en œuvre du programme dans la Plaine de la Ruzizi, sous la condition que leurs recommandations soient intégrées dans la proposition finale
	24 février 2017	Le CAP a approuvé les changements finaux dans la proposition de programme pour la Plaine de la Ruzizi et a approuvé le budget de 7 millions de dollars
	6 juin 2017	Le CAP a approuvé une convention provinciale entre les autorités provinciales, les partenaires de mise en œuvre du programme et les bailleurs, pour soutenir les programmes de l'ISSSS au Sud-Kivu Le CAP a approuvé le programme du Nord Kalehe soumis par le PNUD pour un budget global d'un million de dollars pour une période de 12 mois
Ituri	2 mars 2017	Le CAP a sélectionné le consortium dirigé par ONU-HABITAT pour la mise en œuvre d'un projet au Sud-Irumu avec 6,5 millions de dollars, sur la base de leurs recommandations

II: Vue d'ensemble des interventions de l'ISSSS financées de manière bilatérale

- Aligné
- Alignable
- ▲ En soutien

Province	Zone de priorité*	Projets de l'ISSSS	Catégories	Donateur	Partenaires opérationnels
Ituri	Zone Du Sud-Irumu Jusqu'à Ariwara (active)	LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
		CISPE	■	Pays-Bas	OIM, Pax Christi, Cordaid, VNGi
		CPLUP	●	Royaume-Uni	ONU-HABITAT
		Pear+3	●	Suède	UNICEF
	Zone Mambasa à Bafwasende (active)	LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
	Zone Haut et Bas Uélé (inactive)	NA			
Nord- Kivu	Zone Autour de Kitshanga (active)	CISPE	■	Pays-Bas	OIM, Pax Christi, Cordaid, VNGi
		FARM	■	Pays-Bas	Mercy Corps, SFCG
		LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
		PAGDL	●	PNUD, VNU, MONUSCO, Province du Nord-Kivu	PNUD, UNCDF, MONUSCO Affaires civiles, UNV
		LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
	Zone Beni Nord (active)	PAGDL	●	PNUD, VNU, MONUSCO, Province du Nord-Kivu	PNUD, UNCDF, MONUSCO Affaires civiles, UNV
		Tushiriki Wote	▲	Suède	International Alert
		Water4Virunga	▲	Pays-Bas	MDF, WUR, Witteveen+Bos, IGCP
		LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
	Zone Centre Masisi (inactive)	CISPE	■	Pays-Bas	OIM, Pax Christi, Cordaid, VNGi
		Tushiriki Wote	▲	Suède	International Alert
		NA			
	Zone Frontière Walikale-Masisi (inactive)	NA			
South Kivu	Zone Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira (active)	LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
		MyA	■	Pays-Bas	IRC, SFCG, ZOA
		Résistance des communautés à la violence	■	Allemagne	Peace Direct, Fochi
	Zone Haut Plateaux de Numbi-Ziralo (active)	Tushiriki Wote	▲	Suède	International Alert
		LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
		ARC	■	Pays-Bas	ZOA, War Child, VNGi
		SPR	●	États-Unis	MSI, IA, IRC
		CPLUP	●	Royaume-Uni	UN-HABITAT
		Tushiriki Wote	▲	Suède	International Alert
	Zone Territoire de Fizi (inactive)	Résistance des communautés à la violence	■	Allemagne	Peace Direct, Fochi
		LMYS			
		Tushiriki Wote	▲	Suède	International Alert
	Zone Shabunda Ouest (inactive)	NA			
	Zone Chule-Walungu-Kabare (inactive)	LMYS	■	Royaume-Uni	SFCG
		Tushiriki Wote	▲	Suède	International Alert

III: Matrice des risques

FR-1: Communautés sceptiques sur les mécanismes de dialogue, dû à des expériences passées	Pilier 1	Marginal	
FR-2: Communautés non réceptives aux questions de genre	Piliers 1 et 5	Important	
FR-3: Obstructionnisme croissant du leadership national	Piliers 1 et 3	Important	
FR-4: Liens népotiques au sein des autorités traditionnelles et d'État	Pilier 1	Intermédiaire	
FR-5: Élections locales et provinciales sans cesse retardées	Piliers 1 et 3	Important	
FR-6: Un échec concernant le Pilier 3 (échelle communautaire) affaiblit le Pilier 1 (échelle étatique)	Piliers 1 et 3	Important	
FR-7: Isolement des communautés des capitales à l'est	Piliers 1, 3, 4	Intermédiaire	
FR-8: La multitude de processus locaux détourne l'attention de la stabilisation	Pilier 1	Marginal	
FR-9: Émergence d'évènements sécuritaires perturbants	Piliers 1, 2	Important	
FR-10 Manque de visibilité ou de progrès des initiatives du STAREC	pilier 1	Intermédiaire	
FR-11: Les soldats des FARDC ayant des liens avec d'anciens ou actuels groupes armés	Pilier 2	Important	
FR-12: Maigres salaires / Conditions de vie pauvres des soldats et commandants	Pilier 2	Important	
FR-13: Mauvais traitements des soldats de la part d'officiers plus âgés	Pilier 2	Intermédiaire	
FR-14: Soldats des FARDC mal-équipés	Pilier 2	Intermédiaire	
FR-15: Le manque de réformes nationales affecte la réforme locale	Pilier 2	Intermédiaire	
FR-16: Aucune mise à jour des systèmes de paiement du gouvernement	Piliers 3, 4	Intermédiaire	
FR-17: Conflit latent relatif à l'accès aux services qui émerge à nouveau	Pilier 3	Marginal	
FR-18: Opposition de la part d'agents non-étatiques à la réforme des processus	Pilier 3	Intermédiaire	
FR-19: Centralisation du pouvoir à l'échelle nationale	Pilier 3	Important	
FR-20: Liens népotiques au sein et entre les autorités nationales et locales	Pilier 3	Important	
FR-21: Reproduction de la corruption et du clientélisme à toutes les échelles	Pilier 3	Intermédiaire	
FR-22: Aucun bénéfice à court terme issu des processus de réforme	Pilier 3	Important	
FR-23: Élections présidentielles repoussées de manière indéfinie	Pilier 3	Important	
FR-24: Les leaders individuels traditionnels qui n'acceptent pas les réformes	Piliers 3, 4	Intermédiaire	
FR-25: Les secousses macro-économiques récurrentes affectent la stabilité	Pilier 4	Intermédiaire	
FR-26: Les groupes vulnérables perçus comme ayant des privilèges économiques	Pilier 4	Intermédiaire	
FR-27: Progrès improbable sur la question du changement des normes de genre	Pilier 5	Important	
FR-28: Les femmes et les filles sont involontairement mises en danger	Pilier 5	Intermédiaire	
FR-29: Les politiques nationales rétrogrades empêchent le progrès sur les questions de genre	Pilier 5	Important	
FR-30: Culture de l'impunité autour de la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG)	Pilier 5	Important	
FR-31: Désenchantement des femmes et des filles	Pilier 5	Intermédiaire	

IV: Priorités pour 2018

1) Des Bons offices et plaidoyer:

a) Finaliser et faire le suivi des accords d'engagement provinciaux : le progrès dans l'accord provincial en Ituri, et aussi les étapes entreprises dans le Nord et Sud-Kivu, représente la base pour l'engagement politique avec les parties prenantes pertinentes qui sera intensifié en 2018. Le Secrétariat Technique de l'ISSSS travaille étroitement avec les parties prenantes de la MONUSCO, au sein de la communauté internationale et parmi les autorités congolaises pour apprendre des succès et défis de 2017 afin d'accélérer le progrès dans ce domaine au cours des années à venir, les accords provinciaux seront suivis de façon trimestrielle à travers les mécanismes du CAP, et l'information sur l'engagement politique sera regroupée et discutée deux fois par an durant les rencontres du CAN.

b) Développer des stratégies d'engagement spécifiques aux zones: L'expérience dans les trois provinces et les cinq zones prioritaires actives ont clairement montré l'importance des efforts d'engagement politique qui doivent être soigneusement adaptés à l'environnement socio-politique très spécifique de chaque zone. Le Secrétariat Technique travaille à identifier quels aspects de l'engagement politique peuvent être transférés et répliqués et prévoit d'organiser un atelier pour faciliter cet échange entre les provinces. Une cartographie des acteurs de chaque zone prioritaire sera une autre composante clé de la stratégies d'engagement personnalisées, de la même manière que le sera la mise en place et la coordination de groupes fonctionnels d'engagement politique dans chaque zone prioritaire.

c) Initier les discussions pour développer un accord d'engagement national : en particulier, les progrès en matière d'engagement politique dans l'Ituri ont ouvert une voix de communication pour élever ces efforts au niveau national. Le Secrétariat Technique planifie d'utiliser un plaidoyer ciblé au cours de l'année 2018 pour insister sur l'importance de l'accord au CAN avec le Ministre du Plan; de travailler avec le STAREC au niveau national dans ce but, et de travailler avec l'ensemble des sections de la MONUSCO pour s'assurer que ces efforts sont en accord avec les réformes nationales.

2) Analyse de conflits & conseil politique:

a) Réviser les thématiques des piliers de l'ISSSS, incluant le fait d'assurer des liens plus étroits entre les piliers de l'ISSSS et l'intégration du genre : Faire en sorte que l'ISSSS reste pertinente face aux changements de contexte politique et sécuritaire d'un point de vue plus large est primordial au succès des efforts de stabilisation. Le Secrétariat Technique approchera cette révision d'une manière participative, incluant un atelier avec des membres du Forum de Stabilisation, pour discuter les notes conceptuelles des piliers.

b) Lié à cette mise à jour, le Secrétariat Technique supervisera également une révision des zones prioritaires de l'ISSSS pour guider l'investissement dans la programmation de la stabilisation pour 2018 et au-delà.

c) Contribuer à des discussions globales sur la doctrine de stabilisation dans le but de partager les leçons tirées de l'approche de l'ISSSS avec les partenaires de mise en œuvre en des contextes similaires et de contribuer à l'élaboration d'une politique globale sur la stabilisation.

3) Management de programmes

a) Renforcer les capacités de gestion programmatique au sein du Secrétariat Technique national et provincial de l'ISSSS et des partenaires de mise en œuvre pour assurer la qualité et la livraison dans les délais des programmes actifs financés par le FCS. Des outils de surveillance des programmes seront prévus par la Cellule du FCS, incluant des mesures préventives et correctives pour traiter avec les programmes financés par le FCS qui sont jugées « hors du chemin ».

b) Un partage accru d'informations entre les mécanismes de gouvernance du FCS à l'échelle nationale et provinciale (CAN et CAP) sur les résultats du programme et de la mise en œuvre, en plus des rapports réguliers, des échanges autour des risques programmatiques et de l'atténuation, pour assurer que les programmes peuvent fournir quelque chose malgré les défis sécuritaires et politiques.

4) Coordination

a) Renforcer la coordination du Secrétariat Technique de l'ISSSS avec les sections substantives de la MONUSCO à l'échelle du quartier général, mais aussi provincial : développer des méthodes standardisées de travail et de coordination entre le Secrétariat Technique de l'ISSSS et les sections substantives (développement des Termes de Référence, nomination points focaux stabilisation par section, etc.).

b) La coordination externe avec les parties prenantes de l'ISSSS, incluant des interventions alignées et des interventions "alignables", ainsi que des acteurs gouvernementaux, seront encore accentuées à travers la systématisation des Groupes de Travail de Stabilisation nationale basés sur les zones prioritaires et provinciales et des méthodes de travail. Le développement de Termes de Référence standardisés pour la réflexion des Groupes de travail de Stabilisation à l'échelle provinciale sera l'une des premières actions en 2018 à cet égard.

5) Communication

a) Documenter les résultats et les leçons tirés de l'ISSSS. Cela inclut les progrès de mise en œuvre et les expériences réalisés par les partenaires de l'ISSSS, incluant le FCS, les partenaires alignés et "alignables", pendant les phases de préparation des projets de stabilisation ; et, au fur et à mesure, cela inclura aussi une analyse des changements des conditions relatives à la stabilisation dans les zones prioritaires de l'ISSSS et de l'Est de la RdC. Dans le cadre, le Secrétariat Technique mettra à disposition une version virtuelle et interactive des rapports de suivi de l'ISSSS pour les partenaires de mise en œuvre, les bailleurs et autres partenaires pertinents.

